



Parti socialiste
vaudois

RAPPORT DE GESTION

2019

Table des matières

I. RAPPORTS D'ACTIVITÉ 2019	4
1. Rapport d'activité de la présidente	4
2. Rapport d'activité du Groupe au Grand Conseil	4
3. Rapport d'activité des parlementaires fédéraux	6
3.1. Conseil national	6
3.2. Conseil des États	18
4. Rapport des délégué-e-s au PS Suisse et au Congrès PS Suisse	20
5. Rapport de la Jeunesse socialiste vaudoise (JSV)	22
6. Organes dirigeants et administration du PSV	26
6.1. Comité directeur	26
6.2. Comités cantonaux	26
6.3. Congrès	27
7. Commissions permanentes	30
7.1. Administration de la justice (CAJU) et sous-commission de la CAJU (sCAJU)	30
7.2. Agricole	31
7.3. Aménagement du Territoire, Transports et Institutions (CATTI)	31
7.4. Culture	32
7.5. Égalité (ComEg)	33
7.6. Énergie et Environnement (CEE)	33
7.7. Enseignement, Éducation et Formation	34
7.8. Économie, Finances et Fiscalité (COEFF)	34
7.9. Formation (ComForm)	34
7.10. Migration (ComMi)	34
7.11. Santé	35
7.12. Sociale (ComSoc)	36
7.13. Solidarité internationale (ComSol)	36
7.14. Sécurité publique	36
7.15. Logement (ComLog)	37
7.16. Commission PS 60+	37
7.17. Commission électorale	39
8. Conférence des municipaux-ales et syndics-ques socialistes (MunSoc)	42
II. PORTRAIT 2019	43
9. Membres et mandataires	43
9.1. Membres et sympathisant-e-s	43
9.2. Sections	43
9.3. Régionales	43
9.4. Conseiller-ère-s d'État	44
9.5. Représentant-e-s aux Chambres Fédérales	44
9.6. Député-e-s au Grand Conseil Vaudois	44
9.7. Syndiques, syndics, municipales et municipaux	45
9.8. Magistrat-e-s judiciaires et préfet-e-s	45
10. Direction et Gestion	46
10.1. Comité directeur	46
10.2. Secrétariat	48

III.	RELATIONS ET COMMUNICATIONS	50
11.	Recommandations de vote	50
12.	Consultations cantonales	50
13.	Consultations fédérales	50
14.	Médias	50
14.1.	Communiqués de presse	50
14.2.	Conférences de presse	52
15.	Journaux et autres publications	52
15.1.	Points Forts socialistes	52
15.2.	Point Infos	53
15.3.	Newsletter du PS vaudois (anciennement PSV-Flash)	53
15.4.	Site Internet	53
15.5.	Réseaux sociaux	54
IV.	FINANCES ET COTISATIONS	55
16.	Comptes 2019	55
16.1.	Comptes de résultat des exercices 2019 et 2018	55
16.2.	Bilans aux 31 décembre 2019 et 2018	57
17.	Barèmes des cotisations et des contributions des mandataires encaissées par le PSV	59
18.	Rapport de la fiduciaire	60
19.	Rapport des vérificatrices et vérificateurs de comptes	62

I. Rapports d'activité 2019

1. Rapport d'activité de la présidente

Présidente : Jessica Jaccoud

Comme à notre habitude, le texte prononcé par la présidente lors de son discours d'ouverture de notre congrès ordinaire (du 3 octobre 2020) fera office de rapport et sera intégré à cet emplacement.

2. Rapport d'activité du Groupe au Grand Conseil

Présidente : Valérie Induni

Vice-président·e·s : Jean Tschopp et Amélie Cherbuin

Membres du bureau : Hugues Gander (1^{er} semestre), Anne-Sophie Betschart (à partir du 2^e semestre), Stéphanie Bassi (caissière), Olga Baranova (collaboratrice scientifique)

Composition du groupe

Nicolas Rochat Fernandez a démissionné. Il a été remplacé par Sébastien Cala.

Valérie Schwaar a démissionné. Elle a été remplacée par Julien Eggenberger.

Dossiers importants

Loi sur les taxis / Loi sur l'exercice des activités économiques et loi sur la circulation routière (LVCR)

Face à la transformation profonde du marché des taxis, la révision de la loi vaudoise sur l'exercice des activités économiques et la loi sur la circulation routière (LVCR) visait à redéfinir le cadre légal pour les taxis et les véhicules de transport avec chauffeur (VTC) et ainsi restaurer une concurrence saine sur le marché et garantir de meilleures conditions de travail. Malgré l'engagement du groupe socialiste (amendements visant une formation certifiante, un dispositif de contrôle de terrain ainsi que le suivi de la loi par une commission consultative), la majorité de droite a vidé la réforme de toute amélioration concrète. Le groupe socialiste a refusé la loi en vote final.

Transports publics

Le Grand Conseil a accepté une résolution déposée par Alexandre Démétriadès « Pour que le rail reste attractif » qui demandait le maintien et la promotion de l'abonnement CFF ainsi que des cartes journalières destinées aux communes. Cette résolution faisait suite à l'annonce par les CFF d'une hausse de 10% de l'abonnement général, de la fin de l'AG pour les jeunes en formation, de la suppression de la voie 7 et d'autres mesures similaires.

Assurance maladie

Le Grand Conseil a accepté la prise en considération immédiate de l'initiative cantonale déposée par Stéphane Montangero demandant au Conseil d'Etat d'intervenir auprès des autorités fédérales afin d'introduire la possibilité pour les cantons de créer une institution cantonale d'assurance maladie.

Environnement

Le groupe socialiste a soutenu une résolution des Verts au nom du GRIEC, (« Groupe inter-parti pour l'énergie et le climat ») qui prévoit de renforcer les budgets concernés par les questions climatiques, dès le budget 2020.

Autonomisation du CHUV

Le groupe socialiste a combattu l'initiative parlementaire du PLR visant la transformation du Centre hospitalier universitaire vaudois (CHUV) en établissement autonome de droit public. Cette attaque politique majeure contre une gouvernance démocratique ayant fait ses preuves vise un transfert de ressources du CHUV vers les cliniques privées. Le groupe socialiste continue la mobilisation contre toute tentative de privatisation du centre hospitalier.

Loi sur la prostitution

Le groupe socialiste a accepté la loi sur l'exercice de la prostitution. Les objectifs de cette loi sont de protéger les personnes de la traite des êtres humains et de l'exploitation sexuelle. Elle vise également à améliorer l'accès à la prévention sanitaire et à limiter les risques de violence.

Plateforme 10

Le groupe socialiste a obtenu une victoire importante dans le cadre de l'adoption des statuts de fondation de la Plateforme 10 (MCBA). En deuxième débat, le Grand Conseil a accepté l'assujettissement du personnel du MCBA à la Lpers, évitant ainsi un régime d'exception qui aurait eu des répercussions négatives sur les conditions salariales.

Refuge Vaud

Le Grand Conseil a accepté à l'unanimité le postulat du groupe socialiste demandant la création d'un « Refuge » pour les jeunes lgbtiq*. Structure ayant fait ses preuves depuis cinq ans à Genève, le Refuge est un lieu de prise en charge des jeunes qui se retrouvent dans la détresse à cause de leur orientation sexuelle ou identité de genre. Le Conseil d'État ayant accueilli favorablement la demande du Grand Conseil, le groupe socialiste suivra avec vigilance les futures étapes de réalisation du projet.

Deal de rue

Le Grand Conseil vaudois a fait preuve d'une certaine ouverture d'esprit avec l'appui surprenant de quelques membres de l'UDC et a accepté la motion de Jessica Jaccoud par 76 voix pour, 58 contre et 2 abstentions, pour que le canton participe aux tests de distribution contrôlée de cannabis, lorsque le cadre légal le permettra. Le dossier est encore en discussion aux Chambres fédérales, mais les villes comme Lausanne, Genève, Zurich et Berne ont d'ores et déjà manifesté leur intérêt pour un projet-pilote.

Le Grand Conseil a également accepté le postulat d'Amélie Cherbuin concernant les laboratoires mobiles. Ce postulat proposait d'étudier la mise en place d'un dispositif de contrôle des drogues, type laboratoire mobile, qui permettrait aux consommateurs festifs, en marge de grandes manifestations culturelles, de tester la teneur en substances actives des drogues qu'ils ont achetées. Ceci pour limiter les risques d'overdose.

Comptes 2018 et budget 2020

Les comptes 2018 de l'Etat de Vaud sont excédentaires malgré l'augmentation des charges et les effets anticipés de la RIE III. Le groupe socialiste a salué particulièrement les investissements audacieux, qui ont permis entre autres de réaliser l'Hôpital de l'enfance, le nouveau bâtiment de l'hôpital de Cery, le Musée cantonal des Beaux-Arts ou encore des bâtiments supplémentaires pour l'enseignement supérieur et post obligatoire.

Le budget 2020 de l'État de Vaud est à l'équilibre malgré l'augmentation des charges et le déploiement complet des effets de la RIE III en 2019. Le groupe socialiste salue particulièrement les engagements dans les domaines du social (plafonnement des primes LAMal à 10% du revenu, renforcement des bourses d'études), de l'enseignement (mise en œuvre de la loi sur la pédagogie spécialisée), l'accueil de jour ou encore du développement durable (transports publics, politiques énergétique et climatique, mobilité).

Dépôts

Bouquet de dépôts sur l'énergie

Conformément à sa volonté de valoriser le programme du parti, le groupe socialiste a poursuivi ses dépôts thématiques. Ainsi, deux dépôts ont eu lieu sur l'énergie, dont la motion d'Arnaud Bouverat sur le développement du potentiel photovoltaïque sur les bâtiments appartenant à l'État de Vaud ainsi que celle de Pierre Dessemontet demandant une politique volontariste en faveur du chauffage à distance.

Par ailleurs, le groupe a déposé des objets dans les domaines suivants :

- Logement : 1 motion et 4 postulats
- Santé : 1 initiative législative, 2 motions, 3 postulats et 1 interpellation
- Solidarité et égalité : 6 postulats et 5 interpellations
- Famille et société : 3 motions et 1 postulat
- Emploi : 1 postulat, 1 interpellation et 1 résolution
- Mobilité : 2 motions, 2 interpellations et 2 résolutions
- Service public : 1 interpellation
- Sécurité et justice : 3 postulats et 6 interpellations
- Solidarité internationale : 1 interpellation
- Économie et innovation : 5 interpellations
- Environnement et énergie : 2 motions et 1 interpellation (voir ci-dessus)
- Formation et recherche : 2 interpellations
- Culture et sport : 2 postulats et 1 interpellation
- Agriculture et alimentation : 2 motions, 1 postulat, 3 interpellations et 1 résolution

3. Rapport d'activité des parlementaires fédéraux

3.1. Conseil national

Samuel Bendahan

2019 a été une année électorale, ce qui chamboule un peu la politique au niveau national, et je me suis engagé comme d'habitude en particulier dans le domaine des finances publiques, de l'économie, des nouvelles technologies, de la fiscalité.

Mon activité en tant que Conseiller national se résume ainsi :

- **Propositions au parlement** : j'ai déposé 2 initiatives parlementaires, 6 motions, 7 postulats et 3 interpellations, en particulier dans les domaines de la répartition des richesses, de la taxation des multinationales, de l'égalité, de la protection des consommatrices et consommateurs, de l'écologie sociale, de l'économie de la santé, de la démocratie et des conditions de travail. Une de ces interventions a déjà été acceptée par le Conseil national en 2019.
- **Travail de commission** : j'ai été membre de la commission des finances, président de la sous-commission 3 qui supervise les départements de l'intérieur (assurances sociales, santé, culture) et de la défense (armée, sport, protection de la population). Je me suis donc activement engagé sur le budget 2019 de la Confédération. En fin d'année, après les élections, j'ai changé de commission et intégré la commission de l'économie et des redevances, qui s'occupe de l'économie, de la fiscalité, des questions de consommateurs et de travail, et d'agriculture notamment.
- **Interventions au parlement** : j'ai pris la parole sur 17 dossiers traités au parlement au nom du groupe socialiste, notamment pour le budget 2020, les soins infirmiers, les frais de

garde des enfants, l'immigration, le congé paternité, contre les pesticides, pour les multinationales responsables, la fiscalité, ou encore l'assurance maladie.

- **Militantisme** : L'année 2019 a été celle des élections fédérales, durant lesquelles l'ensemble de la délégation socialiste aux Chambres s'est engagé sur le terrain et en participant au débat public. Outre cela, évidemment, je me suis activement engagé sur le terrain sur les campagnes de votation ou d'élection pour lesquelles notre parti a été actif.
- **Engagement au sein du parti** : Je représente au sein du comité directeur du Parti socialiste vaudois la délégation vaudoise aux Chambres fédérales.
- **Interventions publiques** : J'ai eu l'occasion d'intervenir à plus de 400 reprises dans des émissions de radio, de télévision ou dans la presse écrite et j'ai écrit plusieurs articles dans les médias traditionnels ou autres, ainsi que sur les réseaux sociaux concernant les thématiques politiques que notre parti porte. J'ai aussi créé le site « OnSeRappelle.ch » sur lequel les consommatrices et consommateurs pouvaient raconter leurs expériences négatives avec des services clients, dans le but de rédiger des interventions parlementaires.
- **Engagement associatif** : Bien que l'engagement associatif ne soit pas directement lié au mandat d'élu fédéral, je pense qu'il permet de comprendre certaine thématique et de les défendre avec engagement sous la coupole. Je préside notamment l'association Lire et Ecrire, je suis membre du comité central de l'ATE et président d'une coopérative d'habitant·e·s et d'habitation, parmi d'autres mandats associatifs bénévoles.

Détail des propositions au parlement

Voici la liste des textes que j'ai déposé au Parlement fédéral en 2019 :

- Demande d'une **taxation des GAFA** (grandes entreprises multinationales, souvent actives dans le domaine des technologies, et qui ne paient quasiment pas d'impôts) sur le chiffre d'affaires en Suisse. Il s'agit de **taxer les géants du net** localement pour éviter qu'ils ne paient nulle part des impôts malgré des profits gigantesques.
- Demande d'un rapport sur la **représentation féminine dans les organes dirigeants** des organisations contrôlées par la Confédération.
- Demande de **taxer à 70% la part du revenu annuel qui dépasse un million de francs**.
- Demande que **l'automatisation** des tâches, comme par exemples les achats en ligne ou les caisses automatiques, **ne péjorent ni les conditions de travail, ni les consommateurs·trices**.
- Demande que même quand on n'a pas encore atteint la franchise, **on ne doit pas payer les 100% de ses frais de santé**, mais une proportion plus faible. Le but est de **limiter le renoncement aux soins** des gens qui en ont besoin et d'éviter les **effets de seuil** dans le système d'assurance maladie.
- Demande **d'éviter que les locataires voient leur loyer augmenter** lorsque les propriétaires procèdent à des rénovations énergétiques.
- Demande de garantir le droit aux consommatrices et consommateurs d'avoir **accès à une vraie personne** à laquelle ils/elles peuvent parler, et qui est compétente pour leur répondre, lorsqu'ils/elles doivent faire appel à un service client.
- Demande d'une meilleure transparence **dans les services clients** des entreprises.
- Demande d'instaurer une **autorité de médiation** qui peut gérer les situations où les gens sont impuissants lorsqu'ils sont lésés par une entreprise et qu'elle refuse de leur répondre.
- Encourager la production à 100% locale des bières artisanales.
- Demande de **développer des projets agricoles et photovoltaïques mixtes**. Ce postulat a été **accepté par le Conseil national en 2020**.

- Demande **d'obliger les compagnies aériennes d'offrir une solution en train à prix équivalent** pour les trajets de courtes durées (par exemple les vols entre Genève et Zürich).
- Demande d'affecter une part du fonds « FORTA » pour les infrastructures routières **au déploiement d'un réseau de petits véhicules** à disposition pour les personnes vivant dans des régions périphériques et souhaitant rejoindre un nœud de transports publics.
- Question sur les **contrevérités proférées dans le cadre de la campagne sur les logements abordables**
- Interpellation sur la Confédération qui subventionne **un label sur la qualité de vie au travail qui est donné à une entreprise qui est épinglée sur ce même sujet.**
- Demande d'inciter à la participation politique des jeunes en profitant du budget qui était prévu pour l'e-voting
- Demande de **mandater les hautes écoles pour faire des recherches sur le vote électronique** dans le but d'avoir une information indépendante sur les risques et avantages.
- Interpellation sur les assureurs maladie **qui utilisent les informations de l'assurance de base pour refuser des contrats dans le domaine de l'assurance complémentaire** alors qu'il ne devrait pas avoir de lien.
- Demande de garantir aux consommateurs·trices qui disposent de bons qu'ils ont achetés ou reçus en cadeau que **ces bons ne perdent pas toute leur valeur** lorsque la date d'échéance arrive.

Travail de commission

Le groupe socialiste au Conseil national m'a attribué la **commission des finances**. En plus de cela, cette commission comporte quatre sous-commissions qui s'occupent chacune de certains domaines particuliers de la confédération. Je suis président de la troisième sous-commission, qui supervise le **département de l'Intérieur (DFI)**, ainsi que le **département de la Défense, de la Protection de la Population et des Sports (DDPS)**.

Commission des finances

La commission des finances s'occupe principalement du **budget**, des comptes, de la supervision financière et d'émettre des recommandations sur l'ensemble des projets qui ont une dimension financière importante. Au sein de la commission des finances, nous nous sommes essentiellement battus sur la question du budget de la Confédération. En particulier nous avons **combattu des coupes linéaires** et des plans d'austérité budgétaires proposés. Plus précisément, nous avons réussi à limiter fortement les coupes dans la **formation** à plusieurs niveaux, à protéger le **bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes**. Nous avons aussi défendu le soutien à la **culture**, et combattu des coupes massives dans l'**aide internationale**. Au vu des majorités présentes, nous n'avons malheureusement pas réussi à empêcher que le budget soit un budget d'austérité, mais nous avons réussi à limiter la casse.

La commission traite aussi des comptes et rédige des co-rapports sur d'autres sujets qui ont des conséquences financières, comme le message sur l'armée, ou l'accueil extra-familial (crèches).

Présidence de la sous-commission en charge du département de l'intérieur et du département de la défense, de la protection de la population et des sports

La sous-commission a étudié plus en détail le **DDPS et le DFI** (Défense, Sports, Assurances sociales, santé, culture) dans le cadre du budget, et certains aspects spécifiques ont été analysés. Nous avons rencontré cette année l'office fédéral du sport et l'office de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires.

Commission de l'économie et des redevances

Ayant changé de commission pendant la session d'hiver, la commission n'a pas encore eu de séance régulière où j'ai pu participer comme membre. Comme remplaçant, j'ai déjà pu y assister et discuter de divers dossiers comme en particulier la volonté de la droite de supprimer le droit de timbre, démontrant son manque d'intérêt pour les finances publiques lorsqu'il s'agit de remplir les poches des gros actionnaires.

En conclusion...

L'année électorale 2019 a été mouvementée, car il a fallu mélanger le travail parlementaire avec un fort engagement de campagne, heureusement partagé par les militantes et militants de notre parti. Ce fut un honneur pour moi de porter les idéaux du parti socialiste en 2019, et d'avoir la possibilité de poursuivre cet engagement pour les quatre prochaines années. Grâce à la délégation socialiste au Palais fédéral, nous avons réussi à obtenir des victoires et ainsi éviter des catastrophes, et notre engagement sur le terrain a un véritable impact sur la population. Toutefois, nous subissons régulièrement des défaites mais il est clair depuis le Palais fédéral que l'avenir de l'ensemble de la population dépend fortement de la capacité de chacune et de chacun des membres de notre parti de s'engager partout où c'est possible.

Ada Marra

2019 a été une année particulière dans le sens qu'elle a été une année électorale au niveau fédéral. J'ai pu y participer comme candidate au Conseil national et au Conseil aux États, mais également en tant que vice-présidente du Parti socialiste suisse. À ce titre, j'ai visité plusieurs sections cantonales romandes pour leur congrès de nomination (dont Fribourg et Jura).

Commissions

En 2019, j'ai siégé dans 2 commissions : la commission de l'économie et des redevances, ainsi que dans la commission de gestion. J'ai donc été engagée relativement fortement dans la campagne sur la RFFA : harmonisation des taux d'impositions entre multinationales et PME suisse versus un versement annuel de 2 milliards dans les caisses de l'AVS, sans cacher qu'il restait des outils d'optimisation fiscale. Mais cette version soutenue par le parti contenait des compensations que la première version combattue par nous en référendum (RIE III) ne contenait pas.

Les sujets travaillés en commission et pour lesquels je me suis engagée ont été principalement les suivants :

- a) Le suivi de la mise en œuvre de l'échange automatique de renseignements (lutte contre la fraude fiscale au niveau international)
- b) La prise en compte fiscale des frais de garde des enfants par des tiers. Selon la première version du projet, la déduction fiscale des frais de garde des enfants par des tiers ou sa limite supérieure devait être portée de 10 100 francs (aujourd'hui) à 25 500 francs. Or, le national a décidé de façon tout à fait arbitraire d'inclure une augmentation de la déduction générale pour enfants de 6500 francs à 10 000 francs dans le projet sur les frais de garde d'enfants par des tiers. In fine, au lieu de 10 millions de francs (dont 2 millions à la charge des cantons), les pertes fiscales s'élèvent à 350 millions de francs (dont 74 millions à la charge des cantons). Mais surtout, 70% de ces 350 millions iraient au 12% des ménages les plus riches. Le PS a donc décidé de lancer un référendum. La votation est prévue pour septembre 2020.

- c) Le renforcement des pouvoirs des délégations des commissions de gestion et des finances pour pouvoir mener des enquêtes de manière plus rapide, efficace et étendue.
- d) Le mode d'imposition entre couples mariés et non-mariés nous a également occupés en commission. Pour le PS, le but est d'arriver à l'imposition individuelle.

Interventions déposées au Conseil national

Interpellation : Pour le droit à la visibilité des femmes

Question : Le mode de financement de la société OSEARA ne fausse-t-il pas son jugement ?

Postulat : Refonte des financements pour l'insertion dans le marché du travail

Motion : Projet pilote pour les chômeurs de longue durée âgés

Motion : Pour un accompagnement concret contre les menaces et les injures violentes

Postulat : Pour assouplir la cage dorée du frein à l'endettement

Les objets déposés ont touché mes priorités politiques : la cause des femmes, celle des migrant·e·s, les chômeurs/euses et le dernier sujet qui a porté toute ma campagne aux Etats : l'investissement. Autrement dit, changer les règles qui régissent le frein à l'endettement pour que les bénéfices de la Confédération n'aillent pas tous au remboursement de la dette mais soient investis dans les projets qui nous tiennent à cœur.

Si mes projets ont échoué devant le Conseil fédéral ou le Conseil national, tous ont été signés par des représentant·e·s de la droite, dont celui sur le frein à l'endettement.

À noter que si les règles du frein à l'endettement restent inchangées durant la crise du coronavirus chiffrée le jour de la rédaction de ce rapport, les économies devraient se faire à hauteur de 20% pour les dépenses non liées.

Vie associative

En 2019, j'ai réduit mes activités associatives en remettant la présidence de la Fondation Mère Sofia (transmise à Véronique Berseth) ainsi que celle du Conseil œcuménique du monde du travail. J'ai gardé la co-présidence de la Plateforme nationale de défense des sans-papiers.

Elections

Enfin, qu'il me soit ici permis de remercier toutes et tous les camarades pour leur implication sincère, engagée et magnifique lors de la campagne pour les élections fédérales et particulièrement pour le Conseil des Etats. L'issue n'a pas été celle que nous espérions mais il n'en reste pas moins que la campagne a été belle grâce à vous et on y a cru jusqu'à la fin. MERCI !

Roger Nordmann

Mon année 2019 présente un bilan paradoxal, puisqu'elle a débuté par un échec important, immédiatement suivi d'un grand succès.

L'échec : ma candidature à la candidature au Conseil des états

Suite à la décision de Géraldine Savary de ne pas se représenter au Conseil des Etats, j'ai décidé de proposer ma candidature au Parti socialiste vaudois. J'estimais en effet que mon profil modéré et rassembleur était adéquat pour une élection à la majoritaire. En outre, il m'apparaissait clairement au début de l'année 2019 déjà que la question climatique dominait largement la campagne électorale et que j'étais excellemment préparé pour l'incarner. J'ai donc consacré passablement d'énergie en février et en mars à préparer cette candidature.

Malheureusement, le congrès du 27 avril 2019 ne m'a pas désigné (par 159 contre 166). À cette première déception, plutôt de nature personnelle, s'est ajoutée une grosse frustration politique suite au résultat final du 10 novembre 2019, qui a vu le Parti socialiste vaudois perdre le siège qu'il détenait depuis 1999.

Je me suis souvent demandé quelles erreurs j'avais commises devant le congrès et, accessoirement, quelle avait été l'influence des attaques que j'ai subies, d'une part, sur le fait que mes parents n'étaient pas des ouvriers et, d'autre part, sur le fait que ma mère avait été juge fédérale, comme s'il s'agissait d'une fonction infamante.

En tous les cas, la conception déterministe et essentialiste de la politique qui sous-tendait ces attaques me paraît contraire aux valeurs de la social-démocratie. Au moment de conclure cette année 2019, ces phénomènes me semblent devoir être actés.

Le succès : le livre « Le plan solaire et climat » et le « Plan Marshall du PS suisse pour le climat ».

Écrit pour l'essentiel en janvier et en février 2019, mon livre « Le plan solaire et climat » est sorti début mai aux éditions Favre. Sa traduction en allemand, révisée par mes soins, est sortie en août 2019 aux éditions Zytglogge.

Le livre a eu un écho retentissant, et les 1200 exemplaires initiaux en français, ainsi que les 1400 en allemand n'ont pas suffi et il a fallu rapidement en réimprimer dans les deux langues (800 exemplaires en français et 500 en allemand). J'ai recensé 44 articles de presse sur le livre. La discussion qui s'en est suivie a grandement contribué à faire prendre conscience aux milieux de l'énergie qu'il fallait aller bien au-delà du remplacement du nucléaire et prévoir suffisamment de capacités de production d'électricité renouvelable pour les besoins de la décarbonisation des secteurs des transports et du bâtiment.

Au total, j'ai donné 50 conférences sur la question énergétique entre février et novembre 2019, dont 15 dans le canton de Vaud. Ce qui est particulièrement réjouissant, c'est que j'ai été invité à présenter nos idées devant des entreprises autrefois complètement réfractaires, comme les exploitants de centrales nucléaires Axpo et BKW ou encore l'association Suisse des entreprises du gaz. Cela montre la profondeur des transformations en cours dans le secteur de l'approvisionnement énergétique. De nouvelles conférences sont d'ores et déjà agendées pour le début 2020, dont la présentation du livre à Berlin.

En mai et en juin, j'ai également rédigé le « Plan Marshall du PS suisse pour le climat » que nous avons présenté début juillet dans une ferme bio de la campagne bernoise. Ce plan englobait les recettes proposées dans le livre tout en incluant l'ensemble des efforts destinés à ramener progressivement à zéro les émissions de gaz à effet de serre.

À noter que le Parti socialiste vaudois a réalisé une version filmée de ma conférence regroupant les deux volets, le solaire et le plan Marshall.

La réforme de la fiscalité des entreprises et le financement de l'AVS (RFFA)

Je me suis fortement engagé dans la campagne de votation en faveur de ce projet. Il me tenait très à cœur de parvenir à ce que la Suisse respecte enfin les règles internationales de la fiscalité des entreprises. Nous l'avions promis lors de la victoire contre le projet RIE 3 en février 2017.

En outre, la consolidation du financement de l'AVS par la caisse fédérale et les prélèvements salariaux me paraissait être la meilleure garantie contre les coupes futures dans les rentes AVS. Enfin, vu le départ à la retraite des « baby-boomers », génération très nombreuse, l'inaction n'était pas une option.

La belle victoire de RFFA montre aussi que les citoyen·ne·s se méfient des démarches trop idéologisées, mais valident les projets qui s'inscrivent dans une logique de résultat au profit de l'intérêt général.

Vie parlementaire

En 2019, je suis relativement peu intervenu au plénum du parlement sur les dossiers de la commission de l'environnement, des territoires et de l'énergie (CEATE-N). Cela s'explique dans une certaine mesure par le fait que je présidais la commission et d'autres membres socialistes

étaient au front pour combattre ou défendre les propositions de minorité. Mais cela s'explique aussi par le fait que la loi sur le CO2 était en traitement au Conseil des Etats.

Par contre, durant cette année préélectorale, je suis beaucoup intervenu en ma qualité de président du Groupe socialiste aux Chambres fédérales sur d'autres dossiers pour dénoncer des manœuvres politiques, en particulier :

- la tentative de l'UDC de repousser après les élections l'augmentation à Frs. 500.- de la franchise l'assurance maladie ;
- la tentative du PDC de bétonner des systèmes électoraux douteux dans certains cantons en les protégeant par un article de la Constitution fédérale ;
- la tentative des milieux routiers de faire voter dans un arrêté fédéral des projets de tronçons dont on ignorait totalement le coût de construction ;
- la tentative malheureusement réussie du lobby agricole de repousser le traitement d'une motion de commissions pour lutter contre la disparition des insectes ;
- L'opération absolument scandaleuse consistant à usurper d'un projet centré sur la déduction des frais de garde pour faire des cadeaux fiscaux très importants aux familles à revenus très élevés. Dans le cadre de mon intervention lors du vote final, j'ai d'ailleurs annoncé le lancement du référendum.

Sur le fond, je suis intervenu sur six domaines, souvent à la demande des camarades spécialisés pour donner plus de poids à notre position, grâce à ma fonction de président du Groupe :

- en faveur de l'élection d'une représentante des Verts au Conseil fédéral ;
- en faveur de l'initiative populaire « eau potable », qui entend combattre les pesticides, combattue par le lobby chimico-agricole ;
- contre la tentative des Verts'lib de faire varier le niveau des rentes du deuxième pilier en fonction de la situation momentanée sur les marchés financiers ;
- pour la réhabilitation des manifestants tués par l'armée 1932 à Genève, combattue par la droite fédérale malgré le consensus de tous les partis dans ce canton ;
- contre l'initiative de résiliation des accords bilatéraux, qui sera soumise au peuple le 27 septembre 2020 ;
- contre le hold-up des cliniques privées dont l'objectif est de pouvoir facturer sans limite leurs prestations à l'assurance de base.

Fidèle à mon habitude, je suis resté économe en matière d'interventions parlementaires, puisque j'ai déposé une petite question sur le solaire (19.5137), une motion pour que les jeunes jusqu'à 21 ans puissent bénéficier du demi-tarif des transports publics au lieu de 16 ans actuellement (19.3575), et une question sur le maintien des haltes CFF de Villette, St-Saphorin et Epesses (19.1000).

A l'ensemble de ces engagements, et en plus du travail médiatique effectué, il convient d'ajouter encore le soutien que je tente toujours, comme président du groupe, d'apporter à l'ensemble de mes collègues du groupe socialiste, ainsi qu'à tous les camarades qui me sollicitent pour des conseils ou des appuis concernant des projets défendus par notre parti.

Nicolas Rochat Fernandez

1. Préambule

Suite à l'élection de Rebecca Ruiz au Conseil d'État, je suis entré formellement au Conseil national le 7 mai 2019. Nonobstant le court laps de temps jusqu'à la fin de la législature, j'ai quand même pu déposer des propositions, siéger dans deux commissions et défendre la position du Groupe PS au plénum sur plusieurs objets. Je tiens ici à remercier l'ensemble des camarades du Groupe socialiste aux Chambres fédérales qui m'ont beaucoup aidé et, tout particulièrement, mes camarades de la délégation vaudoise.

Cette fin de législature fut une synthèse fidèle à celle qui a prévalu durant l'entier de la période 2015-2019 : un Parlement ultraconservateur refusant toutes avancées en faveur des progrès sociaux, des droits pour les travailleurs·euses, de l'égalité femmes-hommes, d'un service public fort et des mesures par rapport au changement climatique.

2. Interventions parlementaires

J'ai déposé 12 interventions, soit 2 motions, 5 interpellations et 5 questions toutes disponibles dans la base de données *Curia Vista* sur le site internet www.parlament.ch. Dites interventions qui peuvent se sérier en trois thématiques :

a.) Services publics, transports

La Poste a fait l'objet de plusieurs interventions de ma part. Premièrement, une intervention concernant les différentes fermetures d'office annoncés par le « géant jaune » cette année. Les réponses du Conseil fédéral sont des plus inquiétantes et voir incompréhensibles, dans la mesure où les Chambres fédérales ont accepté plusieurs interventions, notamment celle du socialiste Jacques-André Maire, concernant la distribution du courrier, les fermetures des offices et les licenciements afférents, interventions « révolutionnant » le paradigme sur les missions de La Poste dominant jusqu'alors sous la Coupole. Toutefois, le Conseil fédéral ne semble pas suivre cette direction.

Enfin, deux interventions ont porté sur les nouvelles missions que la direction de la Poste souhaite s'attribuer soit le courtage pour l'assurance maladie et le partenariat avec le géant du commerce en ligne *Zalando*. Là aussi, aucune volonté politique de stopper tout net ces missions qui vont à l'encontre, pour la première, de la protection des assuré·e·s et du soutien au commerce local, et de l'environnement, pour la deuxième.

En ce qui concerne les transports publics, une intervention a porté sur une sous-traitance qu'effectue les CFF via la société « Region Alps » pour des relations ferroviaire Saint-Maurice-Lausanne, alors que le tronçon concerne le trafic grandes lignes. Ce genre de sous-traitance, une première en Suisse romande, est inquiétante pour les emplois et conditions du personnel concerné.

Une intervention a porté sur la pérennité de la ligne TGV Lausanne-Paris via Vallorbe, suite à l'annonce de la société *Lyria* de dévier deux relations par Genève, alors que la ligne Lausanne-Genève est la plus saturée d'Europe. Cette intervention a été déposée alors que *Lyria* venait d'annoncer la suppression des TGV Berne-Paris. Partant, il est important de suivre ce dossier afin que les relations TGV franco-suisse ne se résument pas à Bâle et Genève.

En ce qui concerne les relations TGV *via* Vallorbe, on peut affirmer, sans prétention, que toutes les interventions et précisément celles de la Conseillère d'État Nuria Gorrite, avec l'accord trouvé au début de l'été 2019, ont permis de retrouver un peu de confiance et de sérénité dans ce dossier.

b.) Droit du travail et protection des travailleurs

Dans l'absolue nécessité de réformer notre poussiéreux droit du travail face au développement de conditions de travail de plus en plus précaires (notamment l'explosion des travailleurs/euses employé·e·s par des sociétés intérimaires), je suis intervenu concernant le renforcement de la protection des licenciements des délégués syndicaux, notamment en lien avec la menace de l'OIT de mettre la Suisse sur sa liste noire.

Une intervention a porté sur le statut précaire des travailleurs/euses sur appel, statut doublement pénalisant puisque certain·e·s employeurs/euses ont tendance à former des contrats « 0 heure » et le travailleur·euse licencié·e n'a pas droit aux indemnités de l'assurance-chômage.

Une intervention a été déposée concernant les travailleurs/euses occupé·e·s dans le convoyage de fonds, faisant suite aux nombreux cambriolages de ces dernières années et à la mobilisation

des travailleurs/euses via les syndicats. L'intervention demande une législation spécifique et uniforme sur tout notre territoire concernant les standards de sécurité ainsi que la formation des travailleurs/euses afférents.

c.) Circulation routière

Une motion a été déposée suite à la volonté des certaines villes de créer des zones 30 km/h nocturnes. Dite motion a pour but d'adapter les dispositions *via sicura* aux services d'urgence et ce, dans un but d'intérêt public.

3. Travaux de commissions

a.) Commission des institutions politiques (CIP)

- **Droit de veto sur les Ordonnances du Conseil fédéral ;**
- **Transparence des lobbys aux Chambres fédérales :** L'initiative de notre camarade neuchâtelois Didier Berberat visait à créer un registre obligatoire et public pour les personnes accréditées au Parlement et représentant un groupe d'intérêt. Refus du Conseil national. Vivement le vote sur l'initiative sur la transparence ;
- **Loi sur la protection des données (LPD) :** réforme de la LPD visant à protéger davantage les consommateurs/trices et à s'harmoniser avec les directives européennes beaucoup plus progressistes en la matière. Les partis bourgeois ont totalement vidé de leur substance cette loi. Affaire à suivre au Conseil des États.

b.) Commission des transports et télécommunication (CTT)

Peu d'objets à traiter entre juin et octobre 2019 concernant les transports, suite à l'adoption de l'important arrêté sur les fonds d'infrastructures ferroviaires et routiers lors de la session de juin 2019.

- **Redevance radio-tv :** Initiative UDC visant à supprimer le paiement de la redevance pour les personnes morales. La droite a soutenu l'initiative qui va à l'encontre de la volonté populaire exprimée lors de la votation sur l'initiative « No Billag » et celle portant sur la réforme de la Loi sur la radio et la télévision ;
- **Soutien aux médias :** La majorité de la commission s'est déclarée favorable à un soutien renforcé de la presse écrite mais pas via la redevance radio-tv et encore moins avec une extension aux médias électroniques, pour des raisons incompréhensibles. Toutefois et pour avoir une vision d'ensemble sur ce combat fondamental pour notre démocratie, il faudra attendre la mise en œuvre prochaine du plan de soutien présenté par Simonetta Sommaruga en septembre 2019 ;
- **Restructuration de la RTS :** Le Parlement a donné un signal fort en juin 2019 contre la fermeture des studios régionaux, ce qui a eu pour conséquence un virage à 180° de la part de la direction de la SSR concernant les studios en suisse alémanique. En ce qui concerne Genève, et quand bien même Vaud à un intérêt à voir s'implanter un centre des médias sur son territoire, votre serviteur tient à souligner que la concurrence entre les deux cantons lémaniques laisse tout le monde perdant, en plus lorsque nous sommes minoritaires. A méditer pour des dossiers futurs. Pour l'heure, le projet de restructuration annoncé fin 2019 par la direction apparaît peu clair et inquiétant pour la pérennité de certains postes de travail.

4. Interventions au plénum

Lors des trois sessions, je suis intervenu au plénum sur les objets suivants :

- Loi sur la protection des données ;
- Suppression de la redevance radio-tv pour les personnes morales ;
- Règlementation sur la transparence en matière de lobbysme au Parlement fédéral ;
- Droit de veto sur les Ordonnances du Conseil fédéral ;
- Dénonciation et modification des traités internationaux ;
- Initiative UDC dite de limitation ;
- Initiative sur un congé paternité ;
- Initiative sur les multinationales responsables.

Brigitte Crottaz

Durant l'année 2019, j'ai siégé pour la 2^{ème} année dans la commission de la politique de sécurité.

Propositions au parlement

J'ai déposé une initiative parlementaire, 4 motions, 9 interpellations et 4 questions en particulier dans les domaines de la santé, de la sécurité et de l'écologie.

Travail de commission

Au sein de la commission de la politique de sécurité, nous avons, en plus du travail parlementaire, effectué 4 visites extra muros : Fedpol à Berne, centre de formation des recrues en cybersécurité à Jassbach, bunker « secret » du Conseil Fédéral, visite de la troupe à Payerne et Thun. Par ailleurs, la délégation socialiste de la commission s'est rendue le 25 octobre à Venegono en Italie pour visiter l'entreprise Leonardo qui fabrique un type d'avion « léger » tel que celui préconisé par notre parti pour effectuer la mission de police de l'air à la place des avions de combat.

Interventions au parlement

J'ai pris la parole sur différents dossiers, principalement pour défendre des positions de minorité sur des objets discutés dans ma commission : service civil, avions de combat, message de l'armée, crédit cadre pour les 3 centres de Genève.

J'ai également pris la parole sur quatre initiatives populaires : « pour une interdiction de financement des producteurs de matériel de guerre », « pour des multinationales responsables », « pour un congé paternité » et « pour une Suisse libre de pesticides de synthèse ».

Militantisme

Je me suis engagée pour l'initiative du PSS demandant l'allègement des primes d'assurance maladie à 10% du revenu imposable et j'ai participé à la conférence de presse de son lancement en février 2019. J'ai également milité pour « l'initiative de rectification » qui a rapidement réussi à réunir les signatures nécessaires au dépôt qui a eu lieu en juin 2019. Cette initiative vise à augmenter les restrictions à l'exportation d'armes.

Durant la campagne pour les élections fédérales, j'ai participé à divers stands et effectué des déplacements dans plusieurs régions du canton chaque week-end, souvent en compagnie de camarades également candidat-e-s au Conseil National et au Conseil des États.

Avec Samuel Bendahan, j'ai co-animé une conférence à Epalinges sur le thème « économie et santé ».

Quelques jours plus tard, c'est avec Roger Nordmann que j'ai co-animé à Lausanne une conférence sur le thème « santé et climat ».

Engagement au sein du parti

J'ai participé à de nombreux événements du parti au niveau communal, cantonal et fédéral, comme intervenante à deux reprises ou comme militante. J'ai par ailleurs participé aussi souvent que possible aux séances de la commission de santé du PS vaudois.

Interventions publiques

J'ai eu l'occasion d'intervenir à 3 reprises dans l'émission télé « Infrarouge » (« Yémen : un silence complice » – « Touche pas à mon flingue » – « Vague verte : l'avenir sera-t-il taxé ? ») et une dizaine de fois dans l'émission radio « Forum » sur des sujets variés en lien avec ma profession (médecin), ma fonction de présidente ad intérim de la Fédération suisse des patients ou mon rôle de membre de la commission de la politique de sécurité (« Refus de l'assurance dentaire à Genève » – « Dossier électronique du patient » – « Initiative d'allègement du PSS » – « Inflation du prix des médicaments en Suisse » – « Législation sur le suicide assisté » – « Médicaments génériques » – « Santésuisse brandit le spectre d'une nouvelle hausse des coûts de la santé » – « Médecins étrangers exerçant en Suisse »- « Avions de combat »).

Débats

En mai, j'ai participé à un débat avec Isabelle Chevalley (Verts'Lib) et Jean-Pierre Grin (UDC) organisé par la HEIG-VD d'Yverdon sur le thème « Quelle politique pour quelle économie ? ».

En septembre, j'ai participé à un débat avec Anne-Laure Couchepin Vouilloz (PLR/VS), Bernard Borel (POP/VD), Benjamin Roduit (PDC/VS) et Thomas Bläsi (UDC/GE) sur le thème « Santé : sommes-nous condamnés à payer toujours plus ? »

En octobre, j'ai participé à un débat avec Isabelle Moret (PLR), Adèle Thorens-Goumaz (V), Claude Beglé (PDC) et Jacques Nicolet (UDC) dans le cadre de la journée de la Société vaudoise de Médecine et de la Société vaudoise de Pharmacie sur le thème « Elections fédérales : que changer dans la politique suisse de santé ? »

Engagement associatif

Après l'élection de Rebecca Ruiz au Conseil d'État vaudois en mai 2019, j'ai repris la présidence de la fédération suisse des patients, section romande. Vu le « conflit d'intérêt » entre la profession de médecin et le rôle de défense des patients, j'ai d'emblée annoncé que je n'assumerais ce poste qu'ad intérim. En janvier, j'ai donc remis la présidence à Baptiste Hurni, avocat, conseiller national socialiste neuchâtelois. Je reste bien sûr membre du comité de la FSP.

Avec différents intervenant·e·s professionnel·le·s de la santé ou intéressé·e·s par ce sujet, nous avons, sous l'impulsion de Pierre-Yves Maillard et Jacques Dubochet, créé une association « Les Engagés pour la Santé » à fin 2018. Durant l'année 2019, j'ai, au sein du comité de cette association, participé au développement de divers projets.

Détail des propositions au parlement :

Voici la liste des interventions que j'ai déposées en 2019 :

Initiative parlementaire :

- **19.508** : Modification des bases légales pour permettre à Swissmedic de pouvoir enregistrer des dosages et conditionnements de médicaments, même si la demande ne vient pas du fabricant.
-

Motions :

- **19.3116** : Rendre obligatoire un système d'aération mécanique des classes dans les nouvelles constructions et les rénovations.
- **19.3608** : Réintroduction de l'utilisation de l'amiante. Les risques pour la santé sont trop importants pour la justifier par des raisons esthétiques et économiques.
- **19.3800** : La Suisse doit signer la Convention de Hong Kong pour un recyclage sûr et écologiquement rationnel de ses navires en fin de vie.
- **19.3803** : Pour une protection des cotisations au 2^{ème} pilier après la naissance d'un enfant.

Interpellations :

- **19.3117** : Autorisation donnée par le SECO à une entreprise suisse de livrer de l'isopropanol à la Syrie alors que le DFAE a investi plus d'un million de francs pour détruire les stocks de ladite substance présente dans ce pays : quelle logique ?
- **19.3281** : Une pharmacovigilance indépendante, efficace et de haut niveau pour la Suisse.
- **19.3282** : Des drones, pourquoi pas ? Mais quelle est leur provenance ?
- **19.3799** : Bracelets « Do not resuscitate » pour respecter la volonté des patientes et des patients.
- **19.3801** : Pour une stratégie en matière de médicaments chers.
- **19.3802** : Mucoviscidose : A quand un traitement pour tous les patients éligibles, avant la détérioration de la fonction pulmonaire ?
- **19.4046** : Une société privée finlandaise pour sécuriser les bureaux de la Direction du Développement et de la Coopération à Kaboul.
- **19.4211** : Stop au gaspillage. L'OFSP va-t-il faire pression sur l'industrie pharmaceutique pour des dosages adaptés aux pathologies ?
- **19.4514** : Réduire les nuisances environnementales des aéroports urbains, grands et petits

Questions :

- **19.5127** : Remboursement des prestations de podologie chez les patients diabétiques. Quel est le calendrier prévu ?
- **19.5215** : Octroi de mandats aux centres d'expertise pluridisciplinaires par l'AI.
- **19.5625** : ONU et crimes de guerre de la Russie en Syrie.
- **19.5646** : Est-ce que l'ensemble de la population est en bonne santé ?

J'ajoute à cette liste une question posée au début de l'année 2020 car elle a fait suite à mon interpellation 19.3802 et à la réponse que lui a donnée le Conseil Fédéral. Couplée à la question **20.5128** : « Qu'attend l'OFSP pour autoriser le remboursement du traitement de la mucoviscidose ? », cela a permis de débloquent une situation qui était pendante depuis de nombreux mois et le remboursement des médicaments pour traiter la mucoviscidose a été accepté dans quasiment toutes les situations, comme c'est le cas depuis longtemps dans les pays qui nous entourent. C'est un immense soulagement pour les quelques 1000 personnes concernées en Suisse.

Travail de commission

Les principaux dossiers traités au cours de l'année au sein de la commission publique de sécurité ont été les suivants :

Révision de la loi sur les armes : Les discussions sur le sujet avaient eu lieu en 2018, mais le début de l'année a été consacré à la défense de cette révision avec de nombreuses interventions médiatiques. En mai, la révision de la loi sur les armes a été acceptée par 63,7% de la population.

Révision du service civil : Les responsables de l'armée s'inquiètent d'une augmentation du nombre de personnes s'orientant vers le service civil et ont édicté 8 mesures pour en limiter l'accès. Le risque principal est de voir augmenter le nombre de jeunes optant pour la voie bleue, à savoir se faire exclure de l'armée pour des raisons médicales. Ceux qui, pour des raisons de conscience, choisissent d'effectuer un service civil, consentent en fait à un sacrifice de temps plus important que ceux qui effectuent leur service militaire. Ceci constitue ce qu'il est convenu d'appeler la preuve par l'acte. Les civilistes effectuent des prestations pour la collectivité, principalement dans le domaine de la santé et du social. Il n'est pas justifié de renoncer à des tâches primordiales pour la société sous prétexte que les effectifs de l'armée sont menacés. Certaines mesures proposées contreviennent par ailleurs au principe de la proportionnalité, de l'égalité des droits et de l'équivalence entre le service militaire et le service civil. Le sujet est encore en discussion. Il devait être traité durant la session de printemps 2020, ce qui n'a pu se faire en raison de l'interruption de la session après les 2 premières semaines de délibérations.

Achats de nouveaux avions de combat :

Le groupe d'experts nommé en 2014 pour évaluer l'avenir de la Défense aérienne décrit dans son rapport qu'il est peu probable que la Suisse subisse une attaque armée directe ou soit impliquée dans un tel conflit. Les principaux risques relevés dans ce rapport sont la cyberguerre, le dérèglement climatique et le terrorisme. L'optique des dirigeants de l'armée est cependant toujours figée en priorité sur la survenue d'une guerre conventionnelle qui nécessiterait, comme en 39-45, une patrouille aérienne avec des avions de combat et c'est donc sur ce scénario catastrophe et hautement improbable selon les expert·e·s que se base la décision d'achats d'avions de combat.

Si l'on se préoccupe un minimum du dérèglement climatique, il est juste irresponsable d'envisager l'acquisition d'avions qui, comme le FA18 actuel, voire même pire, consomment 4'800 litres de kérosène par heure de vol pour une simple mission de police de l'air ! Le parti socialiste a défendu quant à lui une force aérienne de deux types avec des avions de combat plus légers, moins coûteux, moins polluants et moins bruyants pour effectuer les tâches de la police de l'air au quotidien, les FA18 restant prêts pour les missions le nécessitant, au maximum 4 à 5 par année. Il a également soutenu la coopération avec les forces aériennes voisines. Les propositions du PS ont été rejetées et l'achat pour 6 milliards d'avions de combat a été accepté par le plenum. Un référendum a été lancé contre cette décision et la population se positionnera sur ce sujet en septembre 2020.

Renouvellement d'un crédit cadre pour les années 2020 à 2023 aux 3 centres de Genève.

La Confédération a créé les 3 centres de Genève (le centre de politique de sécurité, le centre international de déminage humanitaire et le centre de contrôle démocratique des forces armées) entre 1995 et 2000, après la fin de la guerre froide, afin d'apporter un appui à la communauté internationale pour contribuer à un ordre international pacifique. L'engagement en faveur de la politique de paix et de sécurité est une priorité de la politique extérieure de la Suisse et, en même temps, une condition sine qua non pour la sécurité de la Suisse. Le parti socialiste a donc soutenu sans réserve le crédit cadre proposé.

Message sur l'armée

Comme chaque année, les représentant·e·s de l'armée ont fait la liste de leurs besoins. Le message sur l'armée est réparti entre le programme d'armement proprement dit (861 millions de francs), les crédits-cadres pour le matériel de l'armée (762 millions) et le programme immobilier (414 millions). Nos différentes interventions pour tenter de diminuer ces montants exorbitants n'ont eu aucun succès.

Développement de l'armée (DEVA)

Le Conseil fédéral a présenté son plan sur le développement de l'armée. Le DEVA doit permettre à l'armée de pouvoir rapidement équiper et engager un grand nombre de soldats en cas de catastrophe naturelle ou de menace terroriste.

D'autres sujets ont été débattus en plénum, mais je ne mentionnerai que celui de **l'initiative populaire de l'UDC "pour une immigration modérée"** (pour mettre fin à la libre circulation des personnes avec l'UE). Le Parlement a appelé à rejeter cette initiative par 142 voix contre 53 et 2 abstentions au Conseil national, et par 37 voix contre 5 et 2 abstentions au Conseil des Etats.

Ce sujet sera également soumis à votation en septembre, en même temps que 4 autres sujets.

En conclusion, cette année 2019 a été bien remplie et variée. Elle s'est conclue en octobre par les élections fédérales et la satisfaction d'être réélue pour un mandat de 4 ans. Je me réjouis de poursuivre mon engagement au sein du conseil national et espère que de nombreuses initiatives socialistes y trouveront une issue favorable.

3.2. Conseil des États

Géraldine Savary

Durant l'année 2019, j'ai siégé à la commission des transports et télécommunications, à la commission de la science, éducation et culture, à la commission de gestion et à la commission de la sécurité militaire. De nombreux dossiers ont ainsi été négociés. Parmi les plus importants :

Commission des transports et télécommunications

• **Engagement pour les projets d'agglomération**

Je me suis engagée pour que le canton de Vaud bénéficie des contributions fédérales dans le cadre des projets d'agglomérations.

• **Médias**

J'ai déposé une initiative parlementaire pour que le surplus de la redevance finance l'aide indirecte à la presse. Cette initiative a été acceptée au Conseil des États mais a été rejetée au Conseil national.

• **Poste**

Acceptation de l'initiative parlementaire du canton du Jura contre la fermeture des bureaux de poste.

Commission de la science, de l'éducation et de la recherche

• **Loi sur le droit d'auteur**

J'ai défendu dans la loi sur le droit d'auteur la protection des contenus culturels. La loi, qui répondait à un de mes postulats, améliore la protection contre le pillage des productions culturelles. En outre, j'ai proposé avec succès en commission un postulat pour que les GAFA rémunèrent les contenus rédactionnels.

• **Politique de l'égalité**

Je me suis fortement engagée pour le renforcement de la loi sur l'égalité, en particulier pour un renforcement du contrôle des salaires et contre les discriminations salariales. Cet engagement a porté ses fruits et la loi sur l'égalité des salaires a été acceptée. J'ai en outre déposé une interpellation sur la mise en œuvre de la loi sur l'égalité et une interpellation concernant la place des femmes dans la culture.

• **Culture**

J'ai déposé une motion pour que les montants des concessions de la 5G financent un fonds de numérisation pour la culture. Cette motion a été acceptée au Conseil des États mais rejetée au Conseil national.

Commission de gestion

• **DETEC et DFI**

Je me suis penchée sur la crise de Car postal ainsi que sur les conditions d'engagement et de rémunérations des dirigeants des services publics. J'ai également contribué à la rédaction d'un rapport critique et de recommandations au CF.

J'ai collaboré à un rapport critique et des recommandations concernant la pénurie d'antibiotiques.

• **DFF/Département de l'économie**

Je me suis penchée avec grande attention sur l'exportation du matériel de guerre. J'ai exigé un certain nombre de réponses (en attente) sur le volume des affaires de l'industrie militaire.

• **commission spéciale « navires de haute mer »**. J'ai fait partie de la commission spéciale chargée de comprendre les grosses erreurs concernant la gestion du dossier « navires de haute mer » (dossier en cours).

Commission de la sécurité militaire

• Je me suis opposée aux dépenses pour les munitions militaires (sans succès).

• Je me suis opposée à l'entrée en matière concernant l'achat de nouveaux avions de combat (sans succès).

• Je me suis engagée pour une affectation des affaires compensatoires en faveur de la Suisse romande (acceptée par le Conseil des États).

- Je me suis opposée à la loi sur le service civil (sans succès), et j'ai réussi à faire passer des amendements contre le durcissement des conditions d'accès au service civil.
- Je me suis engagée pour un service citoyen.

Par ailleurs, j'ai déposé les interventions suivantes :

- Motion pour protéger les AOP-IGP contre les fraudes. Acceptée par les deux Conseils.
- Ancrage dans la loi de la recherche agronomique adaptée aux conditions locales (agroscope). Acceptée par les deux Conseils.

4. Rapport des délégué·e·s au PS Suisse et au Congrès PS Suisse

Chiara Storari

Assemblées des délégué·e·s

Les 13 délégué·e·s (et 3 suppléant·e·s) du PS vaudois dans les organes du PS Suisse ont participé à 2 assemblées des délégué·e·s en 2019.

2 mars 2019, Goldau (SZ)

Le thème central de cette AD a été la préparation des élections fédérales de 2019, avec l'objectif de briser la majorité de droite au Parlement. Dans ce contexte, la discussion s'est focalisée sur le papier de position du PS Suisse « Emploi et formation pour toutes et tous ». Celui-ci définit un modèle de formation continue accessible à toutes et tous qui permet aux travailleurs et travailleuses de ne pas voir leurs compétences dévaluées dans une époque de changements technologiques rapides. Le modèle proposé vise à s'assurer que toute personne puisse améliorer sa situation professionnelle pour intégrer le monde du travail et s'y sentir valorisée. Les autres thèmes phares de la campagne électorale étaient l'égalité entre femmes et hommes, la lutte contre le réchauffement climatique via une politique de désinvestissement de l'utilisation des énergies fossiles, et la réduction du poids des primes d'assurance maladie sur le budget des ménages.

L'AD a également accepté le budget du PS Suisse pour l'année 2019. Elle s'est aussi prononcée sur les recommandations pour les votations fédérales du 19 mai 2019 : l'arrêté fédéral sur l'approbation et la mise en œuvre de l'échange d'informations entre la Suisse et l'UE, concernant la reprise de la direction (UE) 2017 / 853, modifiant la directive de l'UE sur les armes (OUI) et le référendum sur la loi fédérale sur la réforme fiscale et le financement de l'AVS (le OUI avait déjà été décidé lors de l'AD du 29.09.2018 à Altdorf).

Pour terminer, les délégué·e·s ont approuvé quatre résolutions : « Pas de réduction des rentes LPP actuelles – Renforcement de l'AVS », « Égalité des chances pour la formation professionnelle », « Investir les milliards d'excédents de la Confédération dans la formation », « Solidarité avec le mouvements de grève en faveur du climat » Les textes de ces résolutions, ainsi que les documents relatifs à l'assemblée, se trouvent à l'adresse :

<https://www.sp-ps.ch/fr/parti/organisation/assemblee-des-delegue-e-s/goldau>

30 novembre 2019, Berne

Le retour sur les résultats des élections fédérales de 2019 a été au cœur de l'Assemblée des délégué·e·s de Berne du 30 novembre 2019. Si d'un côté, les résultats des élections ont permis de briser la majorité de droite au Conseil national et rendre la gauche plus forte que jamais au parlement, force a été de constater que le résultat du PS a été plutôt en deçà des attentes et a soulevé plusieurs questions. Onze parlementaires socialistes nouvellement élu·e·s ont été invité·e·s à discuter de ces questions avec les délégué·e·s. Le Comité directeur du PS suisse a présenté l'état des travaux concernant deux projets d'initiatives, l'un sur le congé parental et l'autre sur l'égalité salariale. Les deux thématiques ont été choisies à la suite d'un vote en ligne

sur les thématiques de l'année des femmes. Les délégué·e·s ont mandaté le Comité directeur du PS suisse pour poursuivre les discussions avec les partenaires de gauche.

Au niveau statutaire, l'AD a procédé à l'adoption des comptes annuels de 2018, à l'acceptation du budget 2020, incluant un crédit complémentaire de CHF 100'000 francs pour les votations fédérales. Concernant le soutien du PSS à des référendums, l'AD a apporté son soutien au référendum « Non aux cadeaux fiscaux pour les familles aisées » ainsi qu'au lancement du référendum « Sauver le service civil » et a refusé le changement de la loi sur le service civil. Les délégué·e·s ont également décidé de soutenir le lancement du référendum contre l'achat des nouveaux avions de combat. Les délégué·e·s ont également soutenu le référendum contre la loi fédérale sur les services d'identification électronique (Loi e-ID) et le référendum concernant la loi sur la chasse. Les camarades présent·e·s ont élu Yvonne Feri à la commission spécialisée en matière de politique et de sécurité sociale et de santé, ont validé la création d'une commission spécialisée « Politique en matière de réseaux et de données » et ils ont élu Chris Nestel au sein de la Commission des finances.

Pour terminer, l'AD a approuvé quatre résolutions : « Pas d'accords commerciaux sans protection efficace des personnes et de l'environnement ! », « Politique climatique : le PS doit être le garant de la justice sociale ! », « Cap sur la strike for future ! », « Contre l'anti-démocratique Forum de Davos » Les textes de ces résolutions, ainsi que les documents relatifs à l'assemblée, se trouvent à l'adresse : <https://www.sp-ps.ch/fr/parti/organisation/assemblee-des-delegue-e-s/berne-0>

Congrès

Le PS Suisse n'a pas tenu de Congrès en 2019.

5. Rapport de la Jeunesse socialiste vaudoise (JSV)

Samuel de Vargas

L'année 2019 a été une année résolument militante. Nous avons été très présent·e·s sur les réseaux sociaux, dans les médias, dans nos villes et villages, mais aussi aux marchés et lors d'événements de notre canton. Cette force de mobilisation a été possible par la motivation et l'engagement de chaque instant par nos membres aux valeurs socialistes affirmées, ce qui promet de belles choses pour la prochaine année également.

Campagnes politiques

Mobilisations et événements

Sans surprise, l'année 2019 a été placée sous le signe de la mobilisation de rue pour la JSV. Parmi les manifestations qui ont marqué l'année : la protection de l'environnement, une thématique qui touche les valeurs du socialisme à leur fondement. Nous avons activement participé aux marches pour le climat et à l'organisation du mouvement. Plus précisément, nos membres ont été présent·e·s dans le lancement du mouvement dès la première assemblée du 30 décembre 2018, que ce soit en participant aux collectifs et groupes de travail mais aussi en étant proactif·ve·s lors des manifestations lausannoises comme bernoises, heureux·ses de participer à cette dynamique aussi vitale qu'internationale.

Mais 2019 a aussi été une année féministe. Le 1^{er} février, nous nous sommes mobilisé·e·s sur la place de la Palud pour les 60 ans du droit de vote des Vaudoises à travers une action de flyering et une manifestation célébrant l'évènement. La mobilisation du 8 mars a aussi été un succès avec une action de visibilisation du travail du *care* : nous avons alors vêtu les statues d'hommes érigées dans les villes du canton avec des tabliers de cuisine sur lesquels étaient inscrits des slogans féministes. Lors du 28 mars, journée internationale de la santé des femmes*, nous avons organisé, à la gare de Lausanne et sur le campus de l'UNIL, une distribution de serviettes hygiéniques dénonçant qu'elles soient surtaxées par la TVA et perçues comme un produit de « luxe ». La mobilisation la plus marquante a bien sûr été la Grève des femmes* - Grève féministe du 14 juin. Nous avons été nombreux·ses à préparer cette journée du 14 juin dans nos régions et quartiers ainsi qu'au sein du comité cantonal de la Grève. En prévision de cette journée historique, nous avons également monté un « mur du sexisme » sur la place de la Palud avec des phrases sexistes ou misogynes prononcées par des personnalités des mondes politique, économique, médiatique ou plus généralement culturel.

Début juillet, suite au scandale du Service de Renseignement de la Confédération, la JSV a également organisé une action au centre de Lausanne contre la surveillance des citoyen·ne·s, en envoyant en masse des lettres de demande pour nos fiches respectives. En septembre, nous avons organisé une conférence sur l'enjeu de la voix des femmes* avec Ruth Naomi Bendel, cofondatrice de La Quatrième Vague, club de lecture féministe, Marie Winzap, rédactrice chez Décadrée et notre camarade conseillère nationale, Ada Marra, et ce avec la médiation de Audrey Petoud et Muriel Waeger.

Élections fédérales

Comme à chaque élection fédérale depuis 2011, la JSV a décidé de lancer une liste pour les élections au Conseil national du 20 octobre, avec comme objectifs – en plus d'améliorer notre score électoral et de donner nos voix à la liste du PSV – de mettre en avant notre formation et nos idées dans le débat public. Nous avons donc élu 19 candidat·e·s*, dont l'ordre a été tiré au sort avec les 10 femmes* en tête de liste pour marquer nos valeurs féministes. Nous avons voulu présenter aux jeunes électeur·rice·s nos valeurs résolument socialistes à travers notre slogan « *Pour les 99%. Solidaires. Féministes. Écologistes.* » Un slogan proche de celui de la JS Suisse, qui en partage les thèmes principaux : redistribution des richesses, égalité, migration et climat. La campagne a également été l'occasion de mettre en avant notre initiative fédérale déposée en cours d'année : *l'initiative 99%*.

Pour mener à bien ce projet, les membres de la JSV ont élu en novembre 2018 un comité de campagne composé de Samuel de Vargas (responsable de campagne), Clémence Danesi, Léonore Vuissoz, David Raccaud, Kévin Buthey, Marc-Antoine Senn, et, initialement, Juliette Deventhéry.

Avec ce comité ont été créés des affiches, des flyers, des sous-verres, des mouchoirs, des stylos et des protège-selles pour les vélos aux couleurs de la JS et des visuels de campagne. Nous avons également produit plusieurs vidéos : une première avec nos candidat·e·s présentant la campagne au Congrès du 27 avril 2019, puis une série de vidéos abordant des questions liées au droit du travail (sur la base du livre de notre camarade Jean Christophe Schwaab) et 4 vidéos thématiques abordant nos thématiques de campagne – l'égalité constitutionnelle entre hommes* et femmes non aboutie, le harcèlement sexuel, l'ineffectivité de la théorie du ruissellement et le *greenwashing* des multinationales. Nous avons également organisé une conférence de presse cantonale ayant lieu simultanément dans plusieurs villes du canton en invitant la presse régionale, en plus d'une conférence nationale sur la Prairie du Grütli, ainsi qu'une fête de campagne au Cazard à Lausanne.

De plus, nous avons été présent·e·s sur des stands de marché tous les samedis des mois de septembre et octobre, chaque semaine dans deux villes différentes du canton en tant que JSV mais aussi en soutien des sections PS locales. Les candidat·e·s se sont aussi déplacé·e·s pour porter les couleurs de la JSV durant de nombreux événements festifs tels que la Fête des Vignerons à Vevey, le Paléo Festival à Nyon, le Festival AlternatYv ou encore le projet Objectif50 à Moudon.

Malgré la vague verte qui a traversé toute la Suisse -en atteste les 3,28% obtenus par les Jeunes Vert·e·s Vaudois·e·s, la JSV a non seulement pu réitérer son score de 2015 (contrairement à d'autres jeunesses de partis comme les JLR ou les JUDC), mais a surtout réussi à l'améliorer en atteignant 1,08% des voix (soit 36'653 suffrages) contre 1,04% (32'829) en 2015. Crucial, ce résultat a par ailleurs permis au PSV, grâce au sous-apparement, de maintenir un cinquième siège au Conseil national.

Ainsi, nos principaux objectifs ont donc été atteints au cours de cette campagne : améliorer notre résultat, augmenter notre visibilité dans le paysage politique, être plus proche des sections et toucher les régions rurales. Durant nos événements, nos membres ont pu expérimenter et apprendre les outils et les compétences nécessaires à une campagne politique et qu'ils/elles pourront réutiliser à l'avenir. Finalement, cette campagne nous a permis aussi de recruter de nouveaux·elles membres issu·e·s de tous les niveaux de formation et du canton entier.

Élections au Conseil des États

Parallèlement à notre travail pour le Conseil national, nous avons également soutenu et participé activement à la campagne au Conseil des États de notre camarade Ada Marra. Outre un soutien médiatique, nos membres ont accompagné la camarade Chloé Besse, responsable de la campagne, dans l'organisation active d'événements, comme lors de la soirée de soutien à la place de la Louve sous le thème de la "fondue au clair de lune".

Votations importantes

Le 10 février, nous avons voté sur « l'Initiative contre le mitage du territoire » des Jeunes Vert·e·s. Le mitage du territoire augmente les déplacements en véhicules motorisés individuels, fait croître le taux de constructions (souvent de villas individuelles) plus vite que celui de la population sans pour autant pallier aux problèmes de logement, mais nuit aussi à la biodiversité, à la préservation du paysage et des terrains agricoles. Fidèle à ses valeurs écologistes de protection du climat et de la biodiversité, la JSV a soutenu cette initiative tout au long de la campagne.

Le 2 avril 2019, nous avons déposé à la chancellerie les quelques 138'000 signatures de l'initiative 99% de la JS Suisse, qui a été validée quelques semaines plus tard.

Le 19 mai 2019, a eu lieu la votation sur le paquet « Réforme fiscale et Financement de l'AVS », dit RFFA, que nous avons ardemment combattu à l'interne du PS vaudois et du PS Suisse. Malgré ce soutien affirmé du Parti socialiste au projet, nous nous sommes greffé-e-s comme la JS Suisse à la gauche radicale et aux Vert-e-s contre celui-ci. Selon la JS Suisse, bien que le volet fiscal abolisse les statuts spéciaux, de nombreux avantages étaient tout de même donnés aux grandes entreprises, baissant les recettes fiscales des cantons, et lésant ainsi le financement services publics essentiels à une meilleure redistribution de la richesse que nous défendions.

Le deuxième objet de ce scrutin a été la directive sur les armes. Combattue principalement par l'UDC, celle-ci visait à poser des restrictions plus fortes sur le port d'un certain nombre d'armes à feu. Favorable à une plus forte protection vis-à-vis des armes et de la violence, la JSV a soutenu cette initiative.

Activités internes

Formations

Bien que l'année ait été riche en événements, nous avons pu donner une place conséquente à la formation de nos membres, avec, entre autres, la participation aux différents camps intercantonaux organisés par la JS Suisse et qui offrent de nombreux workshops. Au sein de la section ont également eu lieu les ateliers « Pourquoi sommes-nous socialistes ? » (*PSNS* ou *WSWS* pour *Warum sind wir sozialisten*) donnés par Kévin Buthey, responsable formation. Il s'agit d'un cycle de formation inspiré du programme de la JS Suisse, expliquant notamment aux nouveaux-elles les fondements de nos valeurs socialistes.

Durant les fédérales, nos candidat-e-s ont pu participer à une formation de la JS Suisse sur nos thèmes nationaux de campagne ainsi qu'à des débats, tandis que la section vaudoise a pu proposer à ses candidat-e-s une autre journée thématique sur l'art oratoire et la rédaction de courrier des lecteurs avec des camarades du PSV.

Enfin, nos assemblées générales tiennent toujours un rôle important dans la formation de nos membres, notamment avec l'inclusion d'une partie consacrée à l'actualité et par l'invitation de nombreuses organisations concernées, comme l'Association des Kurdes de Lausanne, VoGay, l'ATE ou encore l'ASTREE.

Comité directeur

Une grande rotation a eu lieu au sein du Comité directeur cette année. Audrey Petoud, membre du CD depuis 3 ans et Yusuf Kulmiye, élu secrétaire général du PS Lausanne, ont été remplacé-e-s en juillet par Léonore Vuissoz et Mehdy Henrioud. Lors du renouvellement du comité directeur à notre assemblée annuelle en décembre 2019, Camille Robert (depuis 2 ans au comité), Samuel de Vargas (depuis 3 ans) et Marc-Antoine Senn (depuis 4 ans) ont annoncé leur départ. Suite à leurs candidatures, Clémence Danesi, Kelmy Martinez et Léon de Perrot y ont été élu-e-s en remplacement. Nous avons eu également l'annonce du départ de Kévin Buthey en début d'année 2020, l'élection désignant son ou sa remplaçant-e aura lieu le 7 février prochain.

Calendrier 2020

Votations

Cette année, plusieurs campagnes de votations importantes nous occuperont. Le 9 février, nous voterons sur les logements abordables et l'extension de la norme pénale antiraciste à l'homophobie, campagnes pour lesquels nos membres sont déjà actif-ve-s dans les différents comités. Dans quelques mois, nous voterons également sur l'initiative de limitation de l'UDC que nous combattons, mais aussi sur les cadeaux fiscaux pour les familles aisées, la loi sur la chasse ou l'achat de nouveaux avions de combat. Nous soutiendrons en revanche assidûment l'initiative pour un congé paternité.

Grèves et mobilisations

Dès le début de l'année, nous avons co-organisé le 22 janvier avec Ensemble à Gauche, les Jeunes Vert·e·s et la Grève du Climat une manifestation contre le Forum de Davos, le *World Economic Failure* à Lausanne, et ce en parallèle de la manifestation organisée par la JUSO Zurich le même jour. Nous prévoyons aussi d'être encore plus impliqué·e·s dans les grandes mobilisations présentes l'année dernière et que nous continuons de défendre, notamment avec la Grève Générale pour l'Avenir du 15 mai prochain, mais aussi tout bientôt la manifestation pour l'agriculture à Berne, mais aussi les manifestations du 8 mars contre les violences faites aux femmes*.

Projets

Pour conclure, nos objectifs pour 2020 sont surtout d'augmenter la qualité de notre formation mais aussi de renforcer le recrutement auprès des plus jeunes de tous horizons, afin d'assurer une relève plus inclusive. Également soucieux·ces de continuer à nourrir de bonnes relations avec le PSV, nous prévoyons de nous investir plus régulièrement dans les sections locales et de rester disponibles pour les aider, tout comme nos membres, lors des élections communales de 2021.

6. Organes dirigeants et administration du PSV

6.1. Comité directeur

Le Comité directeur s'est réuni lors de 18 séances en 2019.

Changements au Comité directeur

Les changements au comité directeur ont été les suivants :

- Magdalena Padalski a remplacé Isabel Jerbia
- Rebecca Ruiz (siège de droit Conseil d'Etat) a remplacé Pierre-Yves Maillard
- Siméon Goy (collaborateur personnel de Rebecca Ruiz, voix consultative) a remplacé Véronique Berseth
- Robert Tye a remplacé Siméon Goy en tant que membre ordinaire du CD
- Nicolas Aeschmann a remplacé Donato Stasi
- Yusuf Kulmiye (siège de droit JS) a remplacé Audrey Petoud
- Remplacement de Géraldine Savary par Samuel Bendahan pour la représentation des élu-e-s nationaux

Suivi de l'élection complémentaire au Conseil d'Etat et des élections fédérales

Tout comme l'ensemble du parti, le comité directeur s'est principalement occupé du suivi (stratégique et budgétaire) des deux campagnes électorales qui ont marqué l'année 2019. Pour cela, il a nommé une commission électorale (« COMELEC ») pour suivre la campagne de manière opérationnelle, a validé plusieurs engagements de collaborateurs en CDD pour épauler le secrétariat durant la campagne, a validé les budgets de campagne et s'est prononcé sur la procédure d'évaluation des élections fédérales.

Dossiers particuliers

Le CD a réintégré un membre du parti qui avait été suspendu.

6.2. Comités cantonaux

Il y a eu un comité cantonal en 2019.

Mardi 3 décembre – 20h – Lausanne

Ordre du jour

1. Adoption de l'ordre du jour et du règlement du comité cantonal
2. Mots de bienvenue
3. Election des scrutatrices et scrutateurs
4. Informations et communications
5. Recommandation de vote des votations du 9 février 2020
 - 5.1. Initiative populaire « Davantage de logements abordables »
 - 5.2. Modification du 14 décembre 2018 du code pénal et du code pénal militaire (Discrimination et incitation à la haine en raison de l'orientation sexuelle)
6. Dérogation statutaire (art. 17 al. 1) pour congrès ordinaire 2020
7. Résolutions, divers, réponses aux questions des sections
8. Clôture

6.3. Congrès

Congrès extraordinaires

Il y a eu 5 Congrès extraordinaires en 2019.

Congrès extraordinaire - Prilly

Samedi 19 janvier 2019 – 14h

Ordre du jour

1. Adoption de l'ordre du jour et du règlement du Congrès
2. Mot de bienvenue de Alain Gilliéron, syndic de Prilly
3. Mot de bienvenue de Sylvie Krattinger, présidente du PS Prilly
4. Élection des scrutatrices et scrutateurs
5. Discours de Jessica Jaccoud, présidente du PS vaudois
6. Informations et communications
7. Discours de Pierre-Yves Maillard, Conseiller d'État sortant
8. Discours de Nuria Gorrite, présidente du Conseil d'État
9. Discours de Cesla Amarelle, Conseillère d'État
10. Présentation de la candidate à la candidature au Conseil d'État, Rebecca Ruiz, par Jean Tschopp, député
11. Discours de Rebecca Ruiz, candidate à la candidature au Conseil d'État
12. Élection d'un-e candidat-e à l'élection complémentaire au Conseil d'État
13. Discours de Béatrice Métraux, Conseillère d'État, Les Verts
14. Validation de la stratégie électorale pour les élections fédérales 2019
15. Année féministe 2019 : intervention de Carine Carvalho, présidente de la Commission égalité du PS vaudois
16. Résolutions, divers, réponses aux questions des sections
17. Clôture
18. Apéro

Congrès extraordinaire - Lausanne

Lundi 18 mars 2019 – 20h

Ordre du jour

1. Adoption de l'ordre du jour et du règlement du Congrès
2. Mots de bienvenue
3. Élection des scrutatrices et scrutateurs
4. Informations et communications
5. Élection complémentaire au Conseil d'État : bilan du 1^{er} tour et stratégie pour le 2^{ème} tour
6. Résolutions, divers, réponses aux questions des sections
7. Clôture

Congrès extraordinaire - Lausanne

Mardi 9 avril 2019 – 20h

Ordre du jour

1. Adoption de l'ordre du jour et du règlement du Congrès
2. Mots de bienvenue
3. Élection des scrutatrices et scrutateurs
4. Informations et communications
5. Arrêté fédéral du 28 septembre 2018 portant approbation et mise en œuvre de l'échange de notes entre la Suisse et l'UE concernant la reprise de la directive (UE) 2017/853 modifiant la directive de l'UE sur les armes (Développement de l'acquis de Schengen)
 - 5.1. Présentation par Roger Nordmann, Conseiller national
 - 5.2. Discussion et vote

6. Loi fédérale du 28 septembre 2018 relative à la réforme fiscale et au financement de l'AVS (RFFA)
 - 6.1. Présentation des arguments pour le « OUI » par Ada Marra, Conseillère nationale
 - 6.2. Présentation des arguments pour le « NON » par Julien Eggenberger, président du Syndicat des services publics (SSP Vaud)
 - 6.3. Discussion et vote
7. Résolutions et divers
8. Clôture

Congrès extraordinaire - Moudon

Samedi 27 avril – 13h

Ordre du jour

1. Ouverture du congrès
2. Mots de bienvenue des autorités de la ville de Moudon
3. Mots de bienvenue de la régionale de la Broye-Vully
4. Discours de Pierre Dessemontet, vice-président du PS vaudois
5. Adoption de l'ordre du jour et du règlement du Congrès
6. Élection des scrutatrices et scrutateurs
7. Informations et communications
8. Élection au Conseil des États
 - 8.1. Discours des candidat-e-s au Conseil des États
 - 8.2. Désignation du/de la candidate et stratégie de liste
9. Discours de Christian Levrat, président du Parti socialiste suisse
10. Élection au Conseil national
 - 10.1. Rappel de la structure de liste
 - 10.2. Présentation des candidat-e-s
 - 10.3. Désignation des candidat-e-s au bulletin secret
11. Discours d'Yvette Jaggi, ancienne Conseillère nationale et Syndique de Lausanne
12. Présentation des candidat-e-s de la Jeunesse socialiste vaudoise
13. Résolutions et divers
14. Clôture

Congrès extraordinaire - Lausanne

Lundi 21 octobre – 20h

Ordre du jour

1. Adoption de l'ordre du jour et du règlement du Congrès
2. Mots de bienvenue
3. Élection des scrutatrices et scrutateurs
4. Informations et communications
5. Elections fédérales : bilan CN et décision pour le 2ème tour CdE
6. Résolutions, divers, réponses aux questions des sections
7. Clôture

Congrès ordinaire 2019 – Gland

Samedi 15 juin 2019- 14h

Ordre du jour

1. Adoption de l'ordre du jour et du règlement du Congrès
2. Mots de bienvenue
3. Élection des scrutatrices et scrutateurs
4. Informations et communications
5. Discours de Jessica Jaccoud, présidente du PS vaudois

6. « Quel genre de politique ? » - Conférence de Caroline Dayer, docteure, chercheuse, formatrice & autrice
7. Élections fédérales 2019 – reprenons la majorité ! – discours d’Ada Marra, candidate au Conseil des États, Conseillère nationale, vice-présidente du PS Suisse
8. Rapport de gestion 2018
 - 8.1. Du Comité directeur
 - 8.2. Du Groupe socialiste du Grand Conseil
 - 8.3. Du Groupe des socialistes élu-e-s aux Chambres fédérales
 - 8.4. Des délégué-e-s du PS vaudois dans les organes du PS suisse
 - 8.5. De la Jeunesse socialiste vaudoise
9. Comptes 2018 du PS vaudois
 - 9.1. Rapport de la fiduciaire & des vérificateurs-trices des comptes
10. Discours et bilan de Pierre-Yves Maillard, Conseiller d’État sortant
11. Divers et résolutions

7. Commissions permanentes

7.1. Administration de la justice (CAJU) et sous-commission de la CAJU (sCAJU)

Président : Alex Dépraz

Pour rappel, la CAJU réunit l'ensemble des camarades disposant en principe d'une formation juridique et intéressé-e-s aux questions juridiques. Conformément aux statuts du PSV et aux règlements internes, la sCAJU, composée des juges ordinaires cantonaux, des juges ordinaires fédéraux (TF et TAF) et de six autres membres désigné-e-s par le Comité directeur, a pour mission d'établir à l'attention de ce dernier un préavis relatif aux candidat-e-s socialistes aux élections judiciaires, en prenant en compte leurs compétences professionnelles et personnelles.

La CAJU n'a pas tenu de séances présentielles cette année qui n'a pas été marquée par des consultations sur des projets juridiques importants. C'est donc avant tout l'activité de la sCAJU qui retiendra l'attention. L'année 2019 a surtout été marquée par plusieurs changements importants dans des postes judiciaires – deux élections et une démission.

Election de Bernard Abrecht au Tribunal fédéral

Suite à la démission de Jean-Maurice Frésard (PS/FR), notre camarade Bernard Abrecht, qui était alors juge cantonal, s'est porté candidat pour lui succéder au Tribunal fédéral. Après avoir reçu un préavis positif de la sCAJU et un soutien du CD, Bernard a franchi avec succès les étapes suivantes. Il a été élu juge au Tribunal fédéral par l'Assemblée fédérale en date du 19 juin 2019. Il siège à la Ière Cour de droit social à Lucerne depuis le 15 août 2020.

Election d'Anne Cherpillod au Tribunal cantonal

Pour succéder à Bernard Abrecht au Tribunal cantonal, la sCAJU a examiné plusieurs candidatures et préavisé favorablement celle de notre camarade Anne Cherpillod, qui était alors juge cantonale suppléante et greffière au Tribunal fédéral, laquelle a été soutenue par le CD. Le Grand Conseil a élu Anne au Tribunal cantonal le 17 septembre 2019.

Démission de Jean Fonjallaz du Tribunal fédéral

Fin novembre 2019, notre camarade Jean Fonjallaz a annoncé son intention de démissionner de son poste au Tribunal fédéral pour le 1^{er} juillet 2020. Elu le 3 octobre 2001, Jean aura siégé presque 20 ans au sein de la juridiction suprême du pays. En tant que membre de la Ière Cour de droit public, qu'il a présidée de 2011 à 2016, il a influencé la jurisprudence dans des domaines aussi essentiels pour les valeurs du PS que la défense des droits fondamentaux, la protection de l'environnement et l'exercice des droits politiques. Il avait auparavant siégé 7 ans au Tribunal cantonal après avoir notamment été un avocat actif dans la défense des locataires. Surtout, Jean a continué pendant toute sa carrière à être impliqué dans le PS en présidant pendant de longues années la sous-commission des candidatures ou en fréquentant les assemblées en tant que militant. Nous tenions donc à le féliciter pour ce parcours impressionnant et à le remercier pour son engagement pour les valeurs socialistes qui continuera certainement sous une forme ou une autre après sa retraite.

Pour le poste vacant au TF, la candidature du soussigné a été soutenue par la sCAJU puis par le CD. Suite aux auditions de la Commission judiciaire, celle-ci a toutefois donné sa préférence à un candidat des Verts. L'élection, reportée en raison de la pandémie de COVID-19, doit avoir lieu

au mois de juin 2020. C'est dire que le PS ne comptera certainement plus qu'un seul représentant romand au TF, soit notre camarade Bernard Abrecht, dès le 1^{er} juillet 2020

7.2. Agricole

Président : Loïc Haldimann

La commission ne s'est pas réunie en 2019.

7.3. Aménagement du Territoire, Transports et Institutions (CATTI)

Président : Pierre-Yves Delcourt

La commission s'est réunie à trois reprises au cours de l'année 2019, soit le 6 février, le 11 septembre et le 20 novembre. La séance organisée le 12 juin avait dû être annulée par manque de combattants. Comme par les années passées, les discussions politiques au sein de la commission ont nécessité des éclaircissements techniques car au-delà des grands principes consensuels, le diable se cache généralement dans les détails.

Nous avons débuté l'année avec une discussion sur l'initiative des jeunes Verts « Stopper le mitage – pour un développement durable du milieu urbain (initiative contre le mitage) ». Cette discussion a été menée à l'initiative de la CATTI, le CD ne nous ayant pas mandaté pour le faire. Malgré toute la sympathie qu'ils accordent à cette initiative et à la préservation du sol sur le long terme, les membres de la CATTI étaient résolument opposés à la mesure proposée, simpliste et extrêmement difficile à mettre en œuvre.

En septembre, nous avons débattu de la révision de la LATC partie « constructions » dans le cadre de la consultation qui était organisée. Le texte très technique permettait de corriger ou de compléter la base légale au regard des dernières évolutions législatives. Il était par exemple utile de prévoir une disposition légale pour supprimer les obstacles architecturaux pour les personnes handicapées ou pour ancrer les dispositions réglementaires en matière de stationnement. Le point le plus politique du texte portait sur l'utilisation rationnelle des droits à bâtir. La question était de savoir s'il fallait imposer aux propriétaires fonciers l'utilisation maximale des droits à bâtir qui leur étaient octroyés. La CATTI a plaidé comme par le passé pour une approche nuancée afin de pouvoir appliquer le droit avec circonspection et pragmatisme.

La CATTI a aussi proposé au CD de prendre position sur le PAC Lavaux qui a été mis à l'enquête publique durant l'automne. Là aussi, la CATTI a proposé de ne pas être trop rigide sur les principes de protection du territoire. Le PSV avait soutenu quelques années plus tôt le contre-projet du Conseil d'Etat à l'initiative « Sauver Lavaux III » de Franz Weber jugée contre-productive pour les acteurs économiques et les habitants de la région. Il nous avait semblé primordial de concilier la protection du paysage avec les besoins de la population locale.

Notre commission a aussi suivi les travaux du Canton relatifs au système de gestion des zones d'activité. L'enjeu est de maintenir et de développer les emplois dans les différentes régions du canton tout en économisant l'utilisation du sol. Les travaux sont sans doute loin d'être terminés au vu des derniers développements du projet qui mettent à mal l'autonomie communale.

Nous étions appelés par le CD à prendre position sur la nouvelle législation sur le patrimoine bâti et archéologique du canton. Le contenu nous avait semblé avoir trop peu de substance politique pour préparer une prise de position.

La fin de l'année était propice à une discussion sur l'exercice du droit de préemption pour la création de logements d'utilité publique. En effet, c'est à partir du 1^{er} janvier 2020 que les

communes doivent se prononcer sur les transactions immobilières sur leur territoire en vue de l'acquisition ou non d'objets immobiliers. Le droit de préemption était une grande victoire de la gauche dans le débat portant sur la LPPPL. Il était donc logique que la CATTI s'intéresse aux modalités de mise en œuvre de ce droit.

D'autres sujets ont aussi été discutés en marge de ces grands dossiers : les zones 30 km/h en ville la nuit ou encore le logement protégé.

Au bilan, l'année 2019 a été surtout une année de toilettage des bases légales. Les grands débats sur la LAT et la LATC étant derrière nous, les objets politico-administratifs sont actuellement très techniques. C'est d'ailleurs le niveau très technique des échanges qui a sans doute découragé certain·e·s camarades de prendre part aux débats de la commission.

7.4. Culture

Présidence : Sarah Neumann jusqu'en octobre 2019, ensuite Veronica Tracchia

1. Membres régulier·ère·s de la commission* :

Caroline Alvarez, Cesla Amarelle, Claire Attinger, Vincent Brayer, Philippe Clivaz, Denis Corboz, Anne Decollogny, Alexandre Démétriadès, Fabienne Freymond Cantone, Ludivine Guex, Yvette Jaggi, Vincent Jacques, Raphaëlle Javet, Emilie Jendly, Philippe Mivelaz, Mariela Muri, Charlotte Passera, Sylvie Progin, Josette Quartenoud, Myriam Romano Malagrifa, Jean-Jacques Schilt, Gianni Schneider, Veronica Tracchia, Elisabeth Wermelinger.

2. Fréquence des réunions et thèmes abordés

La commission s'est réunie à trois reprises, le 5 mars, le 4 juin et le 1^{er} octobre 2019. Elle a abordé les thématiques suivantes :

- Développement de Plateforme 10, ouverture du MCBA et perspectives ;
- Lignes directrices de la culture pour la législature avec pour objets principaux, le patrimoine mobilier et immatériel, l'encouragement à la création et la diffusion, la médiation et l'accès à la culture, et enfin la coordination régionale et suprarégionale en matière de culture ;
- Evaluation de la mise en œuvre de la LEM (Loi sur les Ecoles de Musique) ;
- Orchestres et contexte professionnel pour les musicien·nes, et plus largement pour les diplômé·es des Hautes écoles d'art ;
- Et divers sujets liés à l'actualité de la politique culturelle : du Message Culture de la Confédération sorti fin 2019 à la situation du Théâtre du Jorat, en passant par l'avenir du Château de Morges, les perspectives pour le patrimoine archéologique cantonal et la romanité ou encore la politique du livre.

3. Présidence de la commission

La soussignée a quitté sa fonction de présidente après 8 années d'exercice, lors de la séance d'octobre, et livre donc ici son dernier rapport de gestion. Les membres de la Commission ont eu le plaisir de pouvoir proposer la candidature de Veronica Tracchia au Comité directeur. Celle-ci a été confirmée comme nouvelle présidente à fin novembre 2019.

Décembre 2019, pour la Commission Culture du PSV, Sarah Neumann

*La liste des membres réguliers de la commission inclut les personnes présentes au moins à une des séances de l'année 2019 ou formellement excusées. Elle ne correspond donc pas à la liste des destinataires du groupe.

7.5. Égalité (ComEg)

Présidente : Carine Carvalho (jusqu'en février 2019), ensuite Muriel Thalmann

La Commission égalité a connu un changement de présidence en février 2019, Carine Carvalho Arruda étant remplacée par Muriel Thalmann. Elle a aussi procédé à l'élection d'un Bureau, qui comprend la Présidente et les cinq membres suivants :

- Carine Carvalho Arruda
- Anne Cherpillod
- Gabriela Delgado
- Émilie Moeschler
- Sarah Neumann

En cette année éminemment féministe, la Commission Egalité a été très active et s'est réunie à 6 reprises. Elle a de plus organisé les actions suivantes :

- action lettres de lecteur dans le cadre des élections complémentaires au Conseil d'Etat qui a abouti à la publication de 3 lettres dans le 24 Heures ;
- rédaction d'un tract dans le cadre de la Journée des droits de la femme du 8 mars 2020 et distribution le 5 mars par les membres de la ComEg sur la Place Riponne ainsi que dans les stands qui ont été tenus en fin de semaine ;
- lancement de l'action « ON NE SE TAIRA PLUS » le 7 mai : les membres de la ComEg ont posté sur Facebook des photos prises devant des lieux « à problème » en brandissant la carte « On ne se taira plus » qui contenait un message, à partager sur les réseaux sociaux en y adjoignant des hashtags #onnesetairaplus. L'action a été relayée dans Point Fort et le Point Info et par certain·e·s camarades ;
- participation tout au long de l'année aux travaux du Collectif vaudois de la Grève des femmes 2019 ainsi qu'à la manifestation du 14 juin 2019, avec conception et distribution d'un flyer incitant les nombreuses femmes non politisées présentes à prendre contact avec une femme, membre du PS ;
- organisation d'une séance commune « ComEg et Commission Sécurité publique du PSV » consacrée aux violences domestiques, accueillant deux conférenciers qui ont abordé les problèmes liés à la prise en charge des auteurs de violence domestique expulsés et à la récidive ainsi que celle des enfants affectés par des situations de violences domestiques ;
- organisation d'une conférence sur l'écoféminisme le 4 octobre 2019 dans le cadre des élections fédérales, accueillant une conférencière ainsi qu'Ada et Adèle.

7.6. Énergie et Environnement (CEE)

Président : Fred Tschuy

De l'extérieur la CEE semble avoir eu une activité calme en 2019. En effet, entre décembre 2018, suite au dépôt du postulat « Plan lumière cantonal » et janvier de 2020, la commission n'a pas eu une visibilité en 2019. Pourtant, Serge Ansermet a préparé un postulat intitulé « Les sols comme puits de carbone – Une solution pour le climat » déposé devant le Grand Conseil ce

janvier passé. Ce thème climatique, aujourd'hui, est devenu une préoccupation climatique partagée par presque toute la classe politique. Les membres de la CEE se préoccupent depuis longtemps de ce sujet et ont passé l'essentiel de leurs séances de 2019 à préparer des projets spécifiques. Ces projets feront l'objet du rapport de gestion de 2020. En 2019, la commission a eu le renfort de trois nouveaux membres qui ont amené beaucoup d'entrain et d'expertise à la commission.

Membres actifs/ves :

Serge Ansermet, Calixte Cathomen, Jonathan Chavanne, Filip Uffer, Laurent Guidetti, Alexandre Rydlo, Laurée Salamin Michel, Patricia Zurcher, Fred Tschuy Président

7.7. Enseignement, Éducation et Formation

Président : Yassin Nour

La commission s'est réunie à plusieurs reprises durant l'année 2019 pour traiter différents sujets. Régulièrement, la Conseillère d'État nous tient informé·e·s des grands dossiers menés par le DFJC, de leur évolution ainsi que des retours du terrain. Quatre fois par année, une séance est consacrée à ces dossiers que sont la LEO, l'éducation au numérique, la formation professionnelle et le concept 360. Il est fréquent que des intervenant·e·s extérieur·e·s prennent part à ces séances. Sur la demande des membres de la commission, d'autres séances sont organisées sans les représentants du département afin de permettre à chacun de s'exprimer sur certains enjeux et problèmes concernant les projets menés par le DFJC.

Deux autres séances ont été effectuées durant l'année à propos de sujets plus larges, plus idéologiques et moins techniques. La première concernait l'enseignement des mathématiques à tous les niveaux de la scolarité jusqu'à la fin du gymnase. Cela a été considéré comme un enjeu important car nous avons une EPF et pourtant les élèves vaudois rencontrent souvent des difficultés lors de leur première année d'études à l'EPFL. La manière dont l'enseignement des maths est pensé a donc été abordée et débattue. La seconde séance a porté sur les enjeux environnementaux de notre époque et leur prise en considération par les milieux scolaires. Il a été débattu des manières qui ont été développées dans plusieurs établissements pour réduire leur empreinte écologique, mais aussi pour intégrer les élèves aux réflexions menées par les différentes directions.

7.8. Économie, Finances et Fiscalité (COEFF)

Présidente : Charlotte Gabriel

Selon nos informations, la commission ne s'est pas réunie en 2019.

7.9. Formation (ComForm)

Selon nos informations, la commission ne s'est pas réunie en 2019. Un nouveau concept en cours d'élaboration.

7.10. Migration (ComMi)

Présidence : Willy Gruen jusqu'en novembre 2019, ensuite Najat Kadib

La commission a réuni ses membres quatre fois en 2019 : en janvier, avril, septembre et décembre. La participation a varié entre 3 et 9 membres.

Le sujet dominant de l'année était la régularisation des sans-papiers dans notre canton à l'image du projet PAPYRUS dans le canton de Genève. Le projet **Papyrus vaudois** a été discuté depuis le mois de février dans des séances plénières au bureau de la Fraternité du CSP, avec une participation importante d'associations et d'organismes politiques qui s'activent dans le milieu des personnes sans papiers et dont le PSV et des syndicats font partie. Des groupes de travail ont été organisés qui s'occupent de la stratégie, d'un argumentaire et des « Permanences ». La Plateforme Papyrus Vaud a créé un site <https://www.papyrus-vaud.ch/> pour collecter des signatures pour une pétition intitulée « Pour la régularisation de travailleuses et travailleurs sans-papiers du canton de Vaud ».

Autres points sur lesquels la commission a travaillé :

- texte sur l'intégration dans les districts du canton, avec le but de **régionaliser la politique de l'intégration** qui devrait être proposé comme projet de postulat au GC,
- instauration du **droit de vote pour les étrangers·ères au niveau cantonal** dans le programme de législature du PSV, ainsi que le raccourcissement du délai de droit de vote au niveau communal,
- soutien du **Pacte mondial de l'ONU pour des migrations sûres, ordonnées et régulières** qui a été adopté en décembre 2018 par 152 pays et dont la Suisse n'a toujours pas pris de décision de le signer malgré son implication essentielle dans sa création et le fait qu'elle applique déjà la quasi-totalité de son contenu,
- coopération avec le **groupe cantonal du PS Migrant·e·s** qui a pour but de créer une section telle qu'elle existe au niveau national depuis 2012
- mobilisation contre l'**initiative dite « de limitation »** qui sera soumis à la votation le 17 mai 2020
- soutien à la motion parlementaire pour que **la Suisse accueille 2% des migrant·e·s sauvé.e.s en mer**

Nous avons encouragé nos membres à se mobiliser dans les sections pour soutenir la candidature de Rebecca Ruiz pour le Conseil d'Etat, et à participer au congrès de Moudon pour élire les candidats du PSV au Conseil National et au Conseil des États

Dans le courant de cette année, la commission a changé de présidence et Najat Kadib succède à Willy Gruen.

7.11. **Santé**

Président : Camille-Angelo Aglione.

Vice-présidente : Sylvie Krattinger

Membres

- 28 (-4 par rapport à 2018)
- Député : -
- Conseillère nationale : Brigitte Crottaz

Séances

- 30 janvier : Séance en présence de Rebecca Ruiz, candidate à la succession de Pierre-Yves Maillard. Étude et échange sur le projet de décret sur le plan stratégique du CHUV 2019-2023.
- 16 mai : Séance en présence de Pierre-Yves Maillard et Rebecca Ruiz. Bilan et perspectives. Discussion avec Jean Tschopp sur l'initiative Bettschart-Narbel et consorts pour « une gouvernance moderne du CHUV ».

- 25 septembre : Discussion avec l'association vaudoise des psychologues et prise de position sur le projet de modification de l'OAMal et l'OPAS concernant la nouvelle réglementation de la psychothérapie pratiquée par les psychologues. Discussion avec Siméon Goy concernant le projet de revalorisation salariale dans le secteur socio-sanitaire parapublic (CCT-San).
- 27 décembre : Bilan de l'année écoulée, perspectives pour 2020. Bilan des « mesures Berset » visant à freiner la hausse des coûts de la santé.

Réalisations

- Proposition de prise de position du PSV sur le projet de révision de l'OAMal et OPAS.
- Article dans le cadre de la campagne d'Ada Marra au CdE (« Santé : il faut que l'on vous dise »)

Séances 2020 (18h30-20h)

- Mercredi 5 février (rencontre annuelle avec Rebecca Ruiz)
- Mercredi 22 avril
- Mercredi 9 septembre
- Mercredi 25 novembre

7.12. Sociale (ComSoc)

Présidente : Amélie Cherbuin (démission courant 2019)

Durant l'année 2019, la Comsoc ne s'est réunie que deux fois, soit le 7 mai 2019 et le 16 mai 2019 pour une séance commune avec la Commission de la santé.

Durant la séance du 7 mai, il a été notamment abordé les questions de l'entrée en vigueur de la loi fédérale du 16 décembre 2016 sur les étrangers et l'intégration (lei) et son impact sur les personnes bénéficiant de l'aide sociale.

Nous avons également fait le point sur les interventions en cours au Grand Conseil qui touchent le social au sens large.

Durant la séance du 16 mai, un bilan a été fait pour le passage de témoin entre Pierre-Yves Maillard et Rebecca Ruiz.

Après cinq ans de Présidence, Amélie Cherbuin a souhaité ne pas poursuivre son mandat et dès lors, les candidatures sont ouvertes pour reprendre cette commission phare du PSV.

7.13. Solidarité internationale (ComSol)

Présidence : vacant

Selon nos informations, la commission ne s'est pas réunie en 2019.

7.14. Sécurité publique

Président : Jean Tschopp

Membres réguliers de la commission :

Joao Basea, Elie Bugnon, Alexandre Démétriadès, Adrien Fontanellaz, Isabelle Freymond, Lyonel Kaufmann, Delphine Probst, Rebecca Ruiz, Roger Saugy, Muriel Thalmann, Jean Tschopp, Eric Voruz.

Présidence : Jean Tschopp

Après une année 2018 bien remplie (4 réunions sur quasiment autant de thèmes), en 2019, la commission s'est réunie à une seule reprise. En 2020, la Commission renouera avec un rythme de rencontres plus régulier.

Violences domestiques

En 2019, la Commission de sécurité publique a poursuivi son travail en commun avec la Commission égalité, initié en 2016 déjà, autour des violences domestiques. Le 27.08.2019, les deux commissions ont reçu :

- Mme Anne De Montmollin, directrice de la Fondation As'trame Vaud, qui apporte une attention spécifique aux enfants touchés par une séparation parentale, une maladie grave, un deuil ou une fragilité psychique.
- M. Christian Anglada, codirecteur de la Fondation Malley Prairie, spécialisé dans la question des auteurs de violences domestiques et leur prise en charge.

Ces échanges ont mis en évidence la place des enfants souvent victimes directes ou indirectes de violences domestiques entre leurs parents. La loi cantonale sur la violence domestique (LOVD) les inclut dans son champ d'application. Des mesures restent à imaginer pour mieux identifier ces victimes et les protéger de comportements violents et de relations toxiques.

Les violences domestiques continuent d'augmenter (+15% d'infractions liées selon les chiffres 2018 de la Police cantonale vaudoise) et restent la cause principale d'homicides dans le canton de Vaud (50% de l'ensemble des meurtres intervenant dans la sphère privée). Le suivi des auteurs de violences domestiques permet de diminuer le risque de récidive et de féminicides, particulièrement élevé. L'entretien socio-éducatif unique imposé par la loi cantonale est insuffisant. Le Groupe socialiste avait amendé le texte pour exiger trois entretiens au minimum, mais sa proposition n'avait pas obtenu de majorité. Quant aux programmes de suivis facultatifs plus longs, leur succès très faible est alarmant.

Ces constats ont permis au Groupe socialiste de rebondir au Grand Conseil en vue de renforcer la protection des victimes et la prise en charge des auteurs de violences domestiques.

7.15. Logement (ComLog)

Présidente : Jessica Jaccoud

La commission logement ne s'est pas réunie en 2019, mais reprendra bientôt ses travaux, conjointement avec la désignation d'un·e nouveau·elle président·e.

7.16. Commission PS 60+

Co-président·e·s : Francine Jeanprêtre et Eric Voruz

Bien que l'avenir soit « derrière nous », les socialistes 60+ sont tout aussi préoccupé·e·s que les jeunes sur la situation climatique et ses effets sur l'environnement en général. Le PS n'a pas assez insisté dans la campagne pour les élections fédérales sur le fait que notre parti lutte depuis

de nombreuses années pour une politique environnementale responsable et active. Mais les mouvements nombreux que nous avons connus en 2019 démontrent que les jeunes ont pris conscience et font prendre conscience aux aîné·e·s que le climat doit être la priorité de nos actions car cela débouchera inévitablement sur d'autres actions politiques volontaristes : celles des luttes contre la pauvreté et de l'engagement social.

En 2019, la commission PSV60+ s'est réunie à plusieurs reprises pour évoquer et discuter des sujets suivants :

Le 13 février à Renens : Rencontre avec Olga Baranova, nouvelle secrétaire générale du PSV. Elle connaît les groupes PS60+ puisque depuis la Centrale PSS à Berne, Olga avait, entre autres, la responsabilité de la coordination 60+ des cantons romands. Une large discussion a pu se dérouler étant précisé qu'Olga est en fonction comme secrétaire générale depuis 6 mois seulement. Des échéances importantes pour le parti sont très proches en ce début d'année 2019 : Celle de l'élection partielle au Conseil d'État et les élections fédérales en octobre. Bien sûr le groupe 60+ sera à disposition pour ces campagnes, non seulement sur des stands mais aussi pour aider le secrétariat à la mise sous pli des envois aux membres et sympathisant·e·s et des lettres pour la campagne électorale.

Groupe ou Commission ? C'est aussi la discussion qui est sortie de cette rencontre. Bien sûr Olga ne peut répondre à cette question mais nous rappelle que même en tant que commission, les membres PSV60+ ont toutes les latitudes pour agir en conséquence.

Nous rappelons ici que dans les autres sections cantonales romandes, le PS60+ fonctionne comme « Groupe » et non « Commission » comme c'est le cas au PSV.

Le 8 mai à Yverdon-les-Bains : Rencontre avec « notre » prix Nobel Jacques Dubochet, d'ailleurs membre du PS section de Morges. C'était un moment rempli d'anecdotes, deux heures de présentation sur le thème du climat et aussi sur celui de la migration, présentation passionnante et passionnée pour les membres présent·e·s...accompagnés par une équipe des Jeunesses socialistes vaudoises qui a été invitée. A cette occasion, nous avons pris date pour les grèves futures (femmes et climat) en même temps que la soirée festive des JSV le 29 juin prochain. Un véritable pont intergénérationnel...

Le 28 août à Vevey chez Pierre Aguet : « La Décroissance Alternative » par Yvan Luccarini, conseiller communal du Groupe Décroissance Alternative au Conseil communal de Vevey et aussi député. Les points essentiels développés furent :

- *La redistribution des richesses ;*
- *« Relocaliser » la distribution ;*
- *Baisse du temps de travail requis par la mécanisation et l'informatisation ;*
- *Lutte contre l'obsolescence programmée ;*

Ce sont-là des points de discussion importants qui nous démontrent quand même qu'il y a matière à réfléchir...et agir. Une question s'est posée à savoir s'il y a contradictions ou complémentarités entre les grévistes du climat (agir et obtenir des solutions tout de suite) et le groupe Décroissance Alternative (ralentir, donner le temps au temps...) ? Bref, dans les deux situations, ce sont des remises en cause des politiques traditionnelles qui nous empêchent de ronronner.

Le 19 novembre à Renens : Initiative populaire « pour des multinationales responsables » dont la votation populaire est prévue en février 2020. C'est le chargé de communication de Solidar Suisse (antenne romande) Lionel Frei qui est notre invité pour nous soumettre cette initiative. Cette dernière a été lancée par plusieurs ONG dont Solidar Suisse qui agit dans de nombreux pays du Sud pour des programmes de développement. Cette ONG connaît bien les situations des multinationales qui ont leurs sièges en Suisse mais qui spéculent dans les pays du Sud et ignorent les mesures en faveur du climat et la politique sociale et salariale digne de ce nom. Même si l'application concrète de cette initiative a été quelque peu affaiblie par le Conseil des États, elle mérite qu'elle soit appuyée.

A noter en plus que les camarades Laurée Salamin, André Liechti et Reto Barblan nous représentent au CC et AD du groupe PSS60+.

Telles furent nos activités enrichissantes de la Commission PSV60+ en 2019.

7.17. **Commission électorale**

Présidence : Lyonel Kaufmann

Membres de la commission : Jessica Jaccoud, Monique Ryf, Pierre Dessemontet (Présidence PSV) Olga Baranova (Coordination, Secrétariat général), Chiara Storari, Adeline Jungo, Ione Ramel (secrétariat), Mireille Aubert, Romain Pilloud, Sylvie Progin, Yann Rod (Comité Directeur), Roger Nordmann (nationaux), Denis Corboz, Yusuf Kulmiye (Lausanne), Siméon Goy (repr. Rebecca Ruiz), Chloé Besse (repr. Ada Marra), Kevin Buthey (JSV)

Organisation

En 2018-2019, la COMELEC a connu deux phases de campagnes : la première à l'occasion de l'élection complémentaire au Conseil d'État vaudois, la deuxième pour la campagne des élections fédérales. La composition de la COMELEC a connu des modifications entre ces deux phases de campagne.

La première séance de la COMELEC s'est tenue le 13 décembre 2018 avec comme axe principal la campagne de Rebecca Ruiz dans le cadre de l'élection complémentaire au Conseil d'État. Cette campagne pour l'élection complémentaire au Conseil d'État 2019 s'est déroulée officiellement du 19 janvier (congrès de désignation de la candidate) au 17 mars 2019 (1er – et seul – tour de l'élection). Il s'est agi d'une campagne avec un temps de préparation extrêmement court (elle était précédée de vacances de Noël) qui fut, en plus, la première depuis le changement de secrétaire général. Pendant cette phase de campagne, la COMELEC s'est réunie sur une base hebdomadaire.

Dans sa composition « campagne des Fédérales », la COMELEC a débuté son travail début mai 2019. Jusqu'aux vacances d'été, la COMELEC s'est réunie à quinzaine. À partir de fin août, la commission s'est réunie sur une base hebdomadaire.

Dans le cadre des deux campagnes, la COMELEC a discuté des axes thématiques et graphiques de campagne, des calendriers des actions des sections et des candidat·e·s, du cadrage des campagnes personnelles. Elle a en outre défini les objets promotionnels (cartes postales, chocolat, ...) à réaliser ainsi que les axes de communications : affiches, web, vidéo, etc.

Dans le cadre des élections fédérales, la COMELEC a validé les tout-ménages des sections ou régionales. Pour le travail graphique professionnel, la COMELEC a travaillé avec l'agence Emphase.

Pour les vidéos, elle a collaboré avec messieurs.ch.

Élections fédérales : thèmes prioritaires

Sur la base de la campagne du PSS et des propositions des Conseiller·ères nationaux·ales, les thèmes prioritaires suivants ont été travaillés avec les candidat·e·s aux élections fédérales à l'occasion d'une journée au vert organisée le samedi 29 juin 2019 à Nyon : la formation pour toutes et tous, l'égalité hommes-femmes dans tous les domaines, la santé pour toutes et tous, l'écologie sociale.

Dans le cadre de la campagne à proprement dite, le choix a été fait de reprendre et de diffuser les affiches thématiques réalisées par le PSS en complément de l'affiche d'Ada Marra et de l'affiche avec toutes et tous les candidat·e·s de l'élection fédérale.

Après discussion et pour des résultats mitigés, la COMELEC a proposé de réaliser une affiche comportant une photo de toutes et tous les candidat·e·s au Conseil national, rompant ainsi avec le principe d'une affiche générique et non personnalisée.

Supports

a) Campagne de Rebecca Ruiz, élection complémentaire au Conseil d'État vaudois

Dans le cadre de la campagne de Rebecca Ruiz, le matériel de campagne suivant a été produit par le secrétariat et la section de Lausanne :

- Affiches F4
- Affiches A3
- Affiche F4 polypropylène
- Flyers stand
- Tout-ménages
- Cartes postales
- Petits chocolats
- Flyers provisoires
- Flyer 14 février Flyer « pesto rouge »
- Plaques aimantées pour voiture
- Dias Passenger TV

b) Campagne des élections fédérales 2019

Dans le cadre de la campagne des Fédérales, le PSV a produit ses affiches sur un support polypropylène durable, mais problématique compte tenu de la durée de la campagne et des aléas de la météo.

Des affiches F12, F4 et A3 électorale ont été réalisées à l'effigie de notre candidate au Conseil des États Ada Marra. Une autre affiche F4 et A3 électorale a été réalisée avec la photo des candidat·e·s pour le Conseil national.

Contrairement à 2015, la campagne commune des deux candidates au Conseil des États a été gérée directement par le PS et les Vert·e·s et non pas un comité ad-hoc lié aux candidat·e·s, la COMELEC a été consultée relativement à ce matériel spécifique de campagne (affiches).

Il a été produit un tout-ménages, un flyer pour les stands et des cartes postales pour chaque candidat·e.

Le PSV a également réalisé une campagne sur le Web et les médias sociaux (twitter, facebook, instagram). Des vidéos pour chaque candidat·e ont également été réalisées pour une diffusion sur les réseaux sociaux par le PSV et les candidat·e·s.

Campagne téléphonique de mobilisation

À fin juin, devant des éléments de sondage peu favorables pour le PS en Suisse romande et plus particulièrement le canton de Vaud, il a été décidé de mettre en place une partie du concept du PSS de campagne téléphonique et d'utiliser le logiciel fourni par ce dernier. Deux personnes, Yoann Monneron et Aymen Belhadj, ont été engagées, à temps partiels (2x60%), spécifiquement à cet effet de mi-août à fin octobre.

Les objectifs de cette campagne de mobilisation téléphonique étaient les suivants :

- Rappeler aux membres/sympathisant·e·s l'importance de l'élection
- Demander aux membres/sympathisant·e·s de participer aux actions prioritaires dans leurs régions
- Demander aux membres/sympathisant·e·s d'accrocher un drapeau sur leur balcon/fenêtre
- Demander aux membres/sympathisant·e·s de faire un don

Les actions téléphoniques à proprement dites ont démarré début septembre et ont été réalisées jusqu'à fin octobre.

Dans notre canton, ce sont des centaines de camarades qui ont été appelé·e·s pour participer à ces actions téléphoniques.

Autres actions de campagne spécifiques du PSV

Le 11 juillet, une conférence de presse, organisée conjointement entre le PS et les Vert·e·s a été organisée avec les candidates au Conseil des Etat à la Ferme des Tilleuls à Renens.

Du 23 au 28 juillet, des stands ont été organisés au Paléo.

Le 21 août, une conférence de presse a été organisée dans le train Nyon-St-Cergue avec les candidat.e.s au National.

Une journée cantonale du micro-don a été organisée le 7 septembre.

Le 15 septembre, une soirée spéciale « Fondue au clair de lune » pour la campagne au Conseil des Etats a été organisée à la Place de la Louve à Lausanne avec le soutien de la JSV.

Sur la base d'un flyer spécifique conçu avec l'aide de Jean Tschopp, deux actions CHUV ont été mises sur pied les 7 et 10 octobre.

Finances

Pour la campagne de l'élection complémentaire au Conseil d'État, le Parti socialiste vaudois a dépensé 187'715.31 francs.

Pour la campagne des élections fédérales, le Parti socialiste vaudois a dépensé 229'374.70 francs pour le 1^{er} tour et 50'637.55 francs pour le deuxième tour.

8. Conférence des municipaux-ales et syndics-ques socialistes (MunSoc)

Coprésident-e-s : Jean-François Clément, Claire Glauser

La conférence des municipales et municipaux socialistes ne s'est pas réunie en 2019.

II. Portrait 2019

9. Membres et mandataires

9.1. Membres et sympathisant-e-s

Au 31 décembre 2019, le fichier du PSV compte 1954 membres et 1131 sympathisant-e-s, contre 1994 membres et 1127 sympathisant-e-s en 2018. Cette variation du nombre de membres est due aux efforts consentis en matière de gestion de la base des données des membres et un traitement plus rigoureux des cas de non-paiement de cotisations.

9.2. Sections

A fin décembre 2019, le PSV comptait officiellement 46 sections locales.

Section	Président-e	Section	Président-e
AIGLE	Erdeniz MURAT	LE MONT	Olivier MAGGIONI
AUBONNE	Daniel BARBEZAT	LEYSIN	Serge PFISTER
AVENCHES	Yan VOLLENWEIDER	LUCENS	Sylvain SCHUPBACH
BEX	Alberto CHERUBINI	LUTRY	Alain AMY
BOURG-EN-LAVAUUX	Nicolas BLANC	MONTREUX	Irina GOTE
BUSSIGNY	Vincent BEZENCON	MORGES	Bastien MONNEY
CHAVANNES	Andrea CALLEGARI	MOUDON	Laurent BEAUVERD
CHESEAUX	Michèle GAY VALLOTTON	NYON	Christophe GERTSCH
CORCELLES	Houcine LOUATI	OLLON	Chloé BESSE
CORSIER-SUR-VEVEY	Jessica RIBEIRO	ORBE	Florian DAVEN
	Eros GENTILINI	ORON	Jacques-André MAYOR
COSSONAY	Martine MEYLAN (Intérim)	PAYERNE	Romain RICHARD
COURONNE MOR-	Nicole JUFER	PAYS D'ENHAUT	Nicolas SCHMID
GIENNE		PRILLY	Isabelle SAUGY
CRISSIER	Pascal MAEDER	PULLY	Sylvie KRATTINGER
ECUBLENS	Sebastian SUESS	RENENS	Pauline TAFELMACHER
EPALINGES	Stéphane BALLAMAN	ROCHE	François DELAQUIS
	Muriel CUENDET-SCHMIDT	ROLLE	<i>vacant</i>
GLAND	Nicolas AESCHMANN	ROMANEL-SUR-LAUSANNE	Patrick BRECHON
	Michael ROHRER	STE-CROIX	Simon LOB
GRANDSON	Brenda TUOSTO	VALLORBE	Pierre-Alain GERBER
GROS-DE-VAUD	Robert TYE	VEVEY	Nourredine GHENNOUNE
LA TOUR-DE-PEILZ	Laura FERILLI	VILLENEUVE	Muriel HIGY-SCHMIDT
LA VALLEE	Sébastien CALA	YVERDON-LES-BAINS	Robert CONRAD
LAUSANNE	Denis CORBOZ	YVONAND	Sylvie PROGIN
			Pascale DELLA PIAZZA

9.3. Régionales

Le PSV compte 10 régionales dont l'étendue correspond aux arrondissements électoraux. Les sous-arrondissements forment une seule régionale.

Régionale	Président-e	Sous-arrondissement
District d'Aigle	Robert CONRAD	
District Riviera - Pays d'En-haut	Romain PILLOUD	
District de Lausanne	Stéphane BALLAMAN	Couronne lausannoise
	Denis CORBOZ	Lausanne
District de Lavaux - Oron	Yassin NOUR	
District du Jura - Nord vaudois	Stéphane BALET	
District du Gros-de-Vaud	Robert TYE	
District de l'Ouest lausannois	Léo GAILLARD	
District de Morges	Eric VORUZ	
District de Yvonand	Ione RAMEL	

9.4. Conseiller·ère·s d'État

Nos représentant·e·s au Conseil d'État sont en 2019 :

Cesla AMARELLE Département de la Formation, de la Jeunesse et de la Culture (DFJC)

Nuria GORRITE Département des Infrastructures et des Ressources Humaines (DIRH)

Pierre-Yves MAILLARD Département de la Santé et de l'Action Sociale (DSAS) jusqu'au 7 mai 2019

Rebecca RUIZ Département de la Santé et de l'Action Sociale (DSAS) depuis le 7 mai 2019

9.5. Représentant·e·s aux Chambres Fédérales

Conseil des États

Géraldine SAVARY jusqu'au 1^{er} décembre 2019

Conseil national

Samuel BENDAHAN

Brigitte CROTTAZ

Ada MARRA

Roger NORDMANN

Rebecca RUIZ jusqu'au 7 mai 2019

Nicolas ROCHAT FERNANDEZ du 7 mai au 2 décembre 2019

Pierre-Yves MAILLARD depuis le 2 décembre 2019

9.6. Député·e·s au Grand Conseil Vaudois

Au 31 décembre 2019, le PSV compte 36 député·e·s.

Le groupe est présidé par Valérie INDUNI.

Prénom Nom	Commune	Prénom Nom	Commune
Taraneh AMINIAN	La Tour-de-Peilz		
Claire ATTINGER	Lausanne	Hugues GANDER	Ste-Croix
Stéphane BALET	Yverdon-les-	Olivier GFELLER	Montreux
Bains		Jean-Claude GLARDON	Bussigny
Anne-Sophie BETSCHART	Yvonand	Valérie INDUNI	Cossonay
Arnaud BOUVERAT	Lausanne	Jessica JACCOUD	Rolle
Sonya BUTERA	Crissier	Vincent JAKUES	Morges
Sébastien CALA	La Vallée	Stéphane MONTANGERO	Lausanne
Carine CARVALHO ARRUDA	Lausanne	Sarah NEUMANN	Lausanne
Amélie CHERBUIN	Nyon	Yves PACCAUD	Morges
Alberto CHERUBINI	Bex	Sébastien PEDROLI	Payerne
Muriel CUENDET-SCHMIDT	Epalinges	Delphine PROBST	Penthaz
Alexandre DEMETRIADES	Nyon	Nicolas ROCHAT FERNANDEZ	Le Chenit
Eliane DESARZENS	Bex	Myriam ROMANO-MALAGRIFA	Renens
Pierre DESSEMONTET	Yverdon-les-	Alexandre RYDLO	Chavannes
Bains		Monique RYF	Oron-la-Ville
Aline DUPONTET	Morges	Claude SCHWAB	St-Légier
Cédric ECHENARD	Rolle	Muriel THALMANN	Pully
Julien EGGENBERGER	Lausanne	Daniel TROLLET	Avenches
Isabelle FREYMOND	Oulens-sur-Echallens	Jean TSCHOPP	Lausanne

9.7. Syndiques, syndics, municipales et municipaux

Au 31 décembre, le PSV compte 65 municipales et municipaux dont 9 syndiques et syndics.

Commune	Prénom Nom	Commune	Prénom Nom
Syndiques et syndics en gras			
Avenches	Roxanne MEYER KELLER	Morges	Vincent JAQUES
Avenches	Loris PICCIN	Morges	Philippe DERIAZ
Bex	Alberto CHERUBINI	Morges	Eric ZÜGER
Bex	Eliane DESARZENS	Moudon	Olivier BARRAUD
Bourg-en-Lavaux	Jean-Christophe SCHWAAB	Moudon	Lucas CONTOMANOLIS
Bussigny-Lausanne	Jean-Claude GLARDON	Moudon	Michèle PIDOUX-JORAND
Château-d'Oex	Eric FATIO	Nyon	Fabienne FREYMOND CANTONE
Chavannes-Renens	Fathi OTHMANI	Nyon	Stéphanie SCHMUTZ
Chavannes-Renens	Jean-Pierre ROCHAT	Ollon - Villars	Jean-Luc CHOLLET
Corseaux	Yves RABOUD	Orbe	Henri GERMOND
Cossonay	Valérie INDUNI	Oron	Christian BAYS
Ecublens	Pascale MANZINI	Penthalaz	Pierre-André ISCHI
Ecublens	Sylvie PITTET BLANCHETTE	Penthalaz	Pieric FREIBURGHaus
Epalinges	Pierre JOLLIET	Prilly	Anne Bourquin BÜCHI
Epalinges	Bernard KRATTINGER	Prilly	Michel PELLEGRINELLI
Gland	Michael ROHRER	Pully	Marc ZOLLIKER
Grandson	Nathalie GIGANDET	Renens	Jean-François CLÉMENT
Grandson	Christine LEU	Renens	Myriam ROMANO-MALAGRIFA
Valbroye	Patrick GANDER	Renens	Patricia ZURCHER
La Sarraz	Jean-François MEYLAN	Rolle	Loïc HALDIMANN
La Tour-de-Peilz	Taraneh AMINIAN-SAGHATI	Rolle	Denys JAQUET
Lausanne	Florence GERMOND	Ste-Croix	Cédric ROTEN
Lausanne	Grégoire JUNOD	Ste-Croix	Sylvain FASOLA
Lausanne	Oscar TOSATO	Vallorbe	Luigi FIORITO
Le Chenit	Olivier BAUDAT	Villeneuve	Annik MORIER-GENOUD
Le Chenit	Michel BEETSCHEN	Villeneuve	Dominique PYTHOUD
Leysin	Daniel NIKLES	Yverdon-les-Bains	Pierre DESSEMONTET
Lucens	Sylvain SCHUPBACH	Yverdon-les-Bains	Jean-Claude RUCHET
Lutry	Claire GLAUSER	Yvonand	Emmanuelle BIGOT
Montreux	Jacqueline PELLET	Yvonand	Romano DELLA PIAZZA
Montreux	Olivier GFELLER	Yvonand	Alexandre LECOURTIER
Morges	Anne-Catherine AUBERT	Yvonnad	Martin SCHNORF

9.8. Magistrat·e·s judiciaires et préfet·e·s

Juges élu·e·s par l'Assemblée fédérale

Tribunal Fédéral

Juge fédéral	Jean FONJALLAZ
Suppléant	Bernard ABRECHT

Tribunal administratif fédéral

Juge administratif fédéral	Pascal MOLLARD
----------------------------	----------------

Juges élu·e·s par le Grand Conseil

Tribunal Cantonal

Bernard ABRECHT	Aleksandra FONJALLAZ
Natacha BERBERAT	Sylvie GIROUD WALTHER
Yasmina BENDANI	Christophe MAILLARD
Fabienne BYRDE	Jean-François NEU
Dina MERKLI	Guillaume PERROT
Alex DEPRAZ	Robert ZIMMERMANN

Suppléant·e·s : Etienne POLTIER, Muriel EPARD, Sylvie PETREMAND, Anne CHERPILLOD

Tribunal neutre

Juge

Jean-Yves SCHMIDHAUSER

Préfet·e·s

En 2018, notre parti compte 2 préfet·e·s :

Jean-Pierre DÉRIAZ District de NYON

Patricia Dominique LACHAT District d'AIGLE

10. Direction et Gestion

10.1. Comité directeur

Le Comité directeur se composait comme suit à fin 2019 :

Membres élu·e·s par le Congrès

Jessica JACCOUD (Présidente)	Rolle
Monique RYF (Vice-présidente)	Oron-la-Ville
Pierre DESSEMONTET (Vice-président)	Yverdon-les-Bains
Nicolas AESCHMANN	Gland
Mirelle AUBERT	Bussigny
Chloé BESSE	Nyon
Arnaud BOUVERAT	Lausanne
Eliane DESARZENS	Bex
Ludivine GUEX	Morges
Dorothée KALTENRIEDER	Prangins
Lyonel KAUFMANN	La Tour-de-Peilz
Bastien MONNEY	Morges
Yassin NOUR	Pully
Magdalena PADALSKI	Lausanne
Romain PILLOUD	Clarens
Sylvie PROGIN	Cheseaux-Noréaz
Yann ROD	Yvonand
Robert TYE	Echallens

Membres de droit

Natacha BERBERAT	Ordre judiciaire
Christophe MAILLARD	Ordre judiciaire
Olga BARANOVA	Secrétaire générale
Samuel BENDAHAN	Conseiller national
Muriel THALMANN	Commission égalité
<i>Siège à repourvoir</i>	Jeunesse socialiste
Amélie CHERBUIN	Groupe socialiste au Grand Conseil
Valérie INDUNI	Groupe socialiste au Grand Conseil
Nuria GORRITE	Conseillère d'Etat
Cesla AMARELLE	Conseillère d'Etat
Rebecca RUIZ	Conseillère d'Etat

Membres invité·e·s

Siméon GOY

Romain FELLI

Raphaëlle JAVET

Conseiller personnel de Rebecca Ruiz

Conseiller personnel de Nuria Gorrite

Conseillère personnelle de Cesla Amarelle

Secrétaire générale : Olga Baranova

L'année 2019 a surtout été marquée par deux campagnes électorales (élection complémentaire au Conseil d'État et élections fédérales) qui ont fortement mobilisé le secrétariat.

Sa composition a évolué durant l'année à cause du congé maternité de la secrétaire générale adjointe Chiara Storari ainsi que des besoins accrus en personnel dans le cadre des campagnes électorales. Les personnes suivantes nous ont épaulé durant une partie de l'année et nous les remercions vivement :

Du 01.06.2019 au 30.11.2019 :

Adeline Jungo et Ione Ramel, chargé·e·s de projet dans le cadre des élections fédérales (et remplaçant·e·s de Chiara Storari, en congé maternité du 15.05.2019 au 29.11.2019)

Du 01.08.2019 au 31.10.2019 :

Aymen Belhadj et Yoann Monneron, animateurs de campagne dans le cadre des élections fédérales

En parallèle à la gestion des campagnes électorales respectives, plusieurs projets ont été menés par le secrétariat :

- **Migration sur la nouvelle interface de gestion des membres « Tocco ».** Au 1^{er} janvier 2019, le PS Suisse a mis en place le nouveau système de gestion de la base des données des membres et sympathisant·e·s pour remplacer « OM », devenu obsolète. Des formations ont alors été mises en place par le secrétariat dès le mois de janvier 2019 pour former les président·e·s et trésorier·e·s des sections du PS vaudois à l'utilisation de la nouvelle interface « Tocco ». Pilotées par Joëlle Cosendey, secrétaire administrative, ces formations ont également permis de sensibiliser les sections aux enjeux financiers d'une gestion rigoureuse des membres ainsi qu'à remonter au PS Suisse les expériences des utilisateurs/trices de Tocco, leur permettant d'améliorer constamment cet outil. A la fin 2019, presque 80% des sections ont reçu une formation et le degré de satisfaction quant à Tocco est satisfaisant. Le secrétariat a décidé de pérenniser les formations « Tocco ». En parallèle à la formation technique, les sections ont été fortement sensibilisées à l'importance de prélever correctement les cotisations auprès des membres.
- **Mise à jour de l'équipement informatique du PS vaudois.** Grâce à un crédit extraordinaire voté par le Comité directeur fin décembre 2019, le secrétariat a pu procéder à une mise à jour de l'informatique.
 - o Mise à jour du hardware des deux ordinateurs Windows du secrétariat afin d'en améliorer substantiellement la vitesse. Réparation d'un ordinateur Windows « en réserve ». Achat de nouveaux périphériques (souris sans fil).
 - o Sécurisation du NAS Synology du secrétariat : installation d'un firewall, création d'accès sécurisés et individuels VPN. Mise à jour du contrat de backup à distance.
 - o Migration de l'ensemble des postes de travail sur Microsoft Office 365
 - o Migration des adresses mail des collaboratrices et collaborateurs sur des comptes Microsoft Exchange, mise en place d'un agenda Outlook pour l'ensemble des activités du secrétariat et du parti.
 - o Séparation du réseau wifi pour les collaboratrices et collaborateurs du secrétariat du réseau wifi « invités » afin d'accroître la sécurité des données.
- **Simplification de la gestion financière du PS vaudois.** L'ensemble des avoirs du parti ont été réunis chez PostFinance. Un compte épargne a été créé. Les comptes 2018 ont

fait l'objet d'un contrôle par une fiduciaire, qui, à la même occasion, a formulé de nombreuses recommandations pour la tenue de la comptabilité.

- **Création d'une rédaction pour le journal du parti.** Fin décembre 2019, le Comité directeur du PS vaudois a accepté le principe de création d'une rédaction bénévole pour le journal du PS vaudois (actuellement « Point forts »).
- **Finalisation de l'aménagement des locaux du PS vaudois après travaux.**

Le secrétariat du PS vaudois remercie chaleureusement toutes et tous les militant-e-s qui l'appuient dans ses tâches tout au long de l'année.

III. Relations et communications

11. Recommandations de vote

Dimanche 10 février 2019

- | | |
|--|-----------------|
| 1. Initiative populaire « Stopper le mitage – pour un développement durable du milieu bâti (initiative contre le mitage) » | Liberté de vote |
|--|-----------------|

Dimanche 10 mai 2019

- | | |
|--|-----|
| 1. Loi fédérale du 28 septembre 2018 relative à la réforme fiscale et au financement de l'AVS (RFFA) | OUI |
| 2. Arrêté fédéral du 28 septembre 2018 portant approbation et mise en œuvre de l'échange de notes entre la Suisse et l'UE concernant la reprise de la directive (UE) 2017/853 modifiant la directive de l'UE sur les armes (Développement de l'acquis de Schengen) | OUI |

12. Consultations cantonales

- Consultation sur l'avant-projet de révision complète de la loi sur l'exercice des droits politiques (LEDP)
- Consultation sur l'avant-projet de révision complète de la loi sur l'exercice des droits politiques (LEDP)

13. Consultations fédérales

En 2019, le PS vaudois n'a répondu à aucune consultation fédérale.

14. Médias

14.1. Communiqués de presse

Le PSV a publié 47 communiqués de presse en 2019.

Janvier

- | | |
|-------------|--|
| 8 janv. 19 | Un « radar bruit » pour lutter contre la pollution sonore |
| 19 janv. 19 | Un Congrès de nomination combatif et enthousiaste |
| 23 janv. 19 | Pour le développement de la médiation carcérale dans le canton de Vaud |

Février

- | | |
|-------------|--|
| 5 févr. 19 | Sauvons les « épiceries mobiles » de Caritas |
| 19 févr. 19 | Un congé maternité pour les élues |

Mars

- | | |
|------------|--|
| 5 mars 19 | Laboratoires d'analyses : pour en finir avec les rétro-commissions |
| 11 mars 19 | Réaction au dépôt de dénonciation |
| 12 mars 19 | Pour une prise en charge adaptée des soins de psychothérapie |
| 12 mars 19 | Une occasion manquée |
| 17 mars 19 | Un excellent résultat |
| 18 mars 19 | Un coup d'envoi enthousiaste pour le 2 ^e tour |
| 19 mars 19 | Victoire ! |

26 mars 19 Un coup d'avance contre le racisme

Avril

3 avr. 19 Nicolas Rochat Fernandez remplace Rebecca Ruiz au Conseil national
9 avr. 19 Le PS demande la possibilité de créer une caisse maladie cantonale
9 avr. 19 « OUI » à la RFFA et à la loi sur les armes
11 avr. 19 Une gestion financière exemplaire
15 avr. 19 29 candidat-e-s à la candidature au Conseil national
27 avr. 19 Ada Marra candidate au Conseil des États

Mai

16 mai 19 Pour que le rail reste attractif
22 mai 19 Protégeons nos droits populaires

Juin

4 juin 19 Non au retour de l'amiante
18 juin 19 Non à la perte automatique des droits politiques
25 juin 19 Non à une perte de contrôle démocratique sur le CHUV !

Juillet

1 juillet 19 Non à la perte automatique des droits politiques
2 juillet 19 Pour un meilleur accès au logement coopératif & protégé
11 juillet 19 Conseil des États : deux femmes pour incarner le canton et ses aspirations

Août

21 août 19 Remettons la politique sur les bons rails !
27 août 19 Faciliter l'accès aux fécondations in vitro (FIV) & Renforcer la sécurité du convoiage de fonds

Septembre

3 sept. 19 Un plan social digne de ce nom pour les « 41 du Matin » & Focus sur la santé des personnes détenues dans les prisons vaudoises
24 sept. 19 Remettre la justice sociale au cœur de la lutte contre le changement climatique
26 sept. 19 Pour une exonération fiscale des indemnités des curateurs
26 sept. 19 Un projet de budget au service de la population et du climat
30 sept. 19 Un énorme MERCI !

Octobre

1 oct. 19 Et si on arrêtaient les frais face aux voyous qui défigurent nos communes ? & Nos vigneron-ne-s boiront ils/elles le calice jusqu'à la lie ?
8 oct. 19 Jeux d'argent : pour une prévention efficace de la dépendance
9 oct. 19 Pour une planification globale et audacieuse du développement du chauffage à distance et de l'énergie solaire
21 oct. 19 Ada & Adèle au Conseil des États !
29 oct. 19 Prévenir les violences contre les femmes hébergées dans les centres d'accueil pour requérants d'asile & Handicap et violences sexuelles : quelle prévention et prise en charge dans les établissements socio-éducatifs vaudois ?

Novembre

1 nov. 19 Une victoire pour le logement coopératif dans le canton de Vaud
26 nov. 19 Modification de la loi sur l'aide aux requérants d'asile (LARA) : le séjour dans les abris PC enfin limité & Plateforme 10 : assujettissement à la LPers confirmé à l'issue du 2^e débat

Décembre

3 déc. 19 Une aide appropriée à toutes les victimes
5 déc. 19 Un double « OUI » aux sujets de votation du 9 février

- 10 déc. 19 UberEats : STOP à la concurrence déloyale !
- 11 déc. 19 Pour des mesures fortes en faveur de l'assainissement du parc immobilier
- 11 déc. 19 Solidarité avec les employé-e-s de Boston Scientific

14.2. **Conférences de presse**

Le PS vaudois a tenu 3 conférences de presse en 2019.

- 23 janvier 2019 **Conférence de presse portant sur le lancement de campagne au Conseil d'État de Rebecca Ruiz**, Espace Dickens.
- 11 juillet 2019 **Conférence de presse de lancement de campagne au Conseil des États d'Ada Marra et d'Adèle Thorens Goumaz**, Ferme des Tilleuls.
- 21 août 2019 **Conférence de presse de lancement de campagne au Conseil national du PS vaudois**, le train Nyon-St-Cergue, en présence des candidat-e-s socialistes au Conseil national et au Conseil des États.

15. **Journaux et autres publications**

15.1. **Points Forts socialistes**

Le Points Forts est paru 3 fois durant l'année 2019.

Janvier - Février 2019 - Points Forts n° 103

Sommaire :

- EDITO : Rebecca Ruiz : l'expérience au service des Vaudois-es – Jessica Jaccoud
- POINT D'ORGUE : Entretien avec la candidate – Rebecca Ruiz
- POINT CH : Initiative « Contre le mitage » - une bonne question, une réponse à contretemps – Pierre Dessemontet
- POINT COM'MISSION : Commission culture (Sarah Neumann) et Commission 60+ (Francine Jeanprêtre et Eric Voruz)

Avril – mai 2019 - Points Forts n° 104

Sommaire :

- EDITO : Le sort est jeté ! – Pierre Dessemontet
- POINT VD : Pour en finir avec les hydrocarbures – Valérie Induni
- POINT VD : Un beau message des autorités vaudoises aux jeunes LGBT ! – Alexandre Démétriadès
- POINT D'ORGUE : Congrès de Moudon – Chiara Storari
- POINT D'ORGUE : Fiche de la candidate au Conseil des Etats– Ada Marra
- POINT D'ORGUE : Présentation des candidat-e-s au Conseil national
- POINT CH : Un tient vaut mieux que deux tu l'auras – Ada Marra
- POINT CH : Une loi, deux enjeux majeurs – Brigitte Crottaz
- POINT UE : Pour une Europe progressiste, des libertés, de l'égalité, de la prospérité – Mario Carera
- POINT COM'MISSION : Commission égalité (Muriel Thalmann) et Commission santé (Camille-Angelo Aglione)

TROIS PETITS POINTS : Plans-fixes : « Solange Peters. Médecin, professeure et femme politique »

Octobre 2019 - Points Forts n° 105

Numéro spécial élections fédérales, sommaire :

EDITO : Toutes et tous sur le terrain ! – Pierre Dessemontet

CONSEIL DES ETATS : Le PS, seul parti capable de faire la synthèse des luttes – Ada Marra

CAMPAGNE DE MOBILISATION : Dialoguer pour mobiliser ! – Aymen Balhadj et Yoann Monneron

POINT DE VUE : Pour les 99% solidaires, féministes, écologistes – Samuel de Vargas

POINT COMM'UNAL : L'ouverture des commerces, les samedis jusqu'à 19H : non ! – Sacha Vuadens

POINT COMM'ISSION : Le commerce de proximité un enjeu social – Pierre Yves Delcourt (CATTI)

15.2. Point Infos

Le Point Infos est le bulletin d'information adressé uniquement aux membres du parti. Il est édité par le secrétariat (responsable de parution : Chiara Storari) et ensuite géré par l'imprimerie du Journal de Sainte-Croix et environs, qui s'occupe également du Points Forts. La parution des Point Infos est liée à la convocation des membres lors des congrès, mais il se veut également une feuille d'information concernant toutes les activités organisées par le PSV et ses sections, ainsi que par des membres ou des alliés. À partir de 2019 une newsletter hebdomadaire a pris la place du Point Info et la convocation des membres se fait désormais par courrier électronique (et par courrier postal pour les camarades qui ne disposent pas d'un courriel). Ainsi, un seul numéro du Point Info a été édité cette année.

N° 44 – avril - mai 2019

Numéro spécial « grève des femmes* du 14 juin 2019 », en collaboration avec la commission égalité du PS vaudois

15.3. Newsletter du PS vaudois (anciennement PSV-Flash)

Le PSV Flash est une lettre électronique envoyée aux membres qui ont transmis leur adresse email au secrétariat du PS vaudois. Toutes et tous les membres avec un courriel valide sont inclus dans la liste et ont la possibilité d'annuler leur inscription directement. L'envoi est effectué via le service « Mailchimp ».

En 2019, nous avons envoyé 51 newsletters aux membres du PS vaudois (invitations aux Congrès et Comités cantonaux incluses). En moyenne, les messages ont été lu par 51.5% des camarades.

15.4. Site Internet

Le site regroupe toutes les informations pratiques et il est très régulièrement mis à jour, notamment par la publication de tous les communiqués de presse et des renseignements

essentiels en période de campagne. Du 1 janvier 2019 au 31 décembre 2019, le site a été visité 26'687 fois, il y a eu 50'337 vues de pages, dont 41'460 étaient des vues uniques¹.

15.5. **Réseaux sociaux**

Le PS vaudois est présent sur Facebook, Twitter et Instagram (depuis fin 2016). Concernant Facebook, nous avons augmenté notre nombre de fans de 3'972 à 4'163 (+ 191). Depuis septembre 2018, l'activité sur Facebook et twitter a été fortement intensifiée.

¹ Il faut noter que ces statistiques sont indicatives, puisque le système ne traque pas les utilisateurs et utilisatrices qui ne le désirent pas et que de plus en plus d'internautes disposent d'un logiciel anti tracker, ce qui réduit drastiquement la possibilité de les « suivre ».

IV. Finances et cotisations

16. Comptes 2019

16.1. Comptes de résultat des exercices 2019 et 2018

PARTI SOCIALISTE VAUDOIS

Lausanne

COMPTES DE RESULTAT DES EXERCICES 2019 ET 2018		
	2019	2018
	CHF	CHF
Report	-315'718.96	225'527.70
Amortissements et corrections de valeur	260'127.89	-167'979.96
Amortissements sur immobilisations corporelles meubles et informatique	-800.00	-12'597.81
Variation parts sociales	0.00	-5'382.15
Variation provision pour élections	260'927.89	-150'000.00
Résultat d'exploitation avant intérêts et impôts (EBIT)	-55'591.07	57'547.74
Charges et produits financiers	-269.43	-624.09
Charges financières	-545.84	-704.69
Produits financiers	276.41	80.60
Résultat de l'exercice avant impôts	-55'860.50	56'923.65
Impôts	-772.00	0.00
Résultat de l'exercice	-56'632.50	56'923.65

COMPTES DE RESULTAT DES EXERCICES 2019 ET 2018

	2019	2018
	CHF	CHF
Produits de prestations de services	826'572.88	843'786.92
Cotisations des membres	310'951.00	314'901.95
Contributions mandataires	370'267.36	383'273.95
Financement frais administratif	62'955.00	55'455.00
Contributions volontaires, dons et appels de fonds	102'965.82	72'346.82
Produits de l'abonnement à Points forts	250.00	3'525.00
Recettes des élections	300.00	32'840.45
Autres produits	1'499.85	1'441.45
Pertes sur créances	-22'616.15	-19'997.70
Charges directes	-110'179.14	-116'120.35
Cours de formation et soutien divers	-10'161.54	-8'400.00
Cotisations versées	-100'017.60	-107'720.35
Marge brute	716'393.74	727'666.57
Charges de personnel	-409'114.00	-315'016.65
Autres charges d'exploitation	-622'998.70	-187'122.22
Charges de locaux	-43'541.46	-29'136.50
Frais administratifs, informatique et déplacements	-57'489.23	-47'682.85
Frais pour actions politiques	-502'276.91	-66'841.19
Indemnités diverses	-11'768.15	-17'694.10
Frais parutions journaux	-7'922.95	-25'767.58
Cash flow d'exploitation (EBITDA)	-315'718.96	225'527.70

PARTI SOCIALISTE VAUDOIS

Lausanne

BILANS AUX 31 DECEMBRE 2019 ET 2018

	31.12.2019	31.12.2018
	CHF	CHF
ACTIF		
Liquidités	461'987.55	484'906.98
Caisse	492.85	236.60
Avoirs postaux	461'494.70	484'670.38
Créances	133'863.80	271'402.16
Envers des tiers	9'519.50	22'731.86
Envers des membres	140'344.30	264'670.30
Provision pour pertes sur créances	-16'000.00	-16'000.00
Actifs de régularisation	13'970.25	143'125.55
Actif circulant	609'821.60	899'434.69
Immobilisations financières	13'200.00	15'700.00
Parts sociales	10'700.00	10'700.00
Prêt accordé à un membre	2'500.00	5'000.00
Immobilisations corporelles	0.00	800.00
Matériel informatique et téléphonie	0.00	800.00
Actif immobilisé	13'200.00	16'500.00
TOTAL DE L'ACTIF	623'021.60	915'934.69

BILANS AUX 31 DECEMBRE 2019 ET 2018

	31.12.2019	31.12.2018
	CHF	CHF
PASSIF		
Dettes résultant de l'achat de biens et de prestations de services	26'730.45	8'083.15
Envers des tiers	26'730.45	8'083.15
Passifs de régularisation	6'000.00	0.00
Capitaux étrangers à court terme	32'730.45	8'083.15
Provisions	440'000.00	700'927.89
Provision pour élections	0.00	260'927.89
Provision spéciale pour crise	20'000.00	20'000.00
Provision pour élections 2019-2022	420'000.00	420'000.00
Capitaux étrangers à long terme	440'000.00	700'927.89
Capital	206'923.65	150'000.00
Résultat de l'exercice	-56'632.50	56'923.65
Capitaux propres	150'291.15	206'923.65
TOTAL DU PASSIF	623'021.60	915'934.69

17. Barèmes des cotisations et des contributions des mandataires encaissées par le PSV

Cotisations des membres

(Non compris la part revenant à la section)

NB : La contribution annuelle par membre versée au PS Suisse est augmentée pour l'année 2018. Elle passe ainsi de 55 à 65 francs. L'augmentation prend effet au 01.01.2018.

Catégories de revenus nets	Part PSS	Part PSV yc « Points Forts »	Total	A verser
0 à 12'000	SFr. 65.00	SFr. 4.00	SFr. 59.00	SFr. 59.00
12'001 à 24'000	SFr. 65.00	SFr. 17.00	SFr. 72.00	SFr. 72.00
24'001 à 36'000	SFr. 65.00	SFr. 35.00	SFr. 90.00	SFr. 90.00
36'001 à 48'000	SFr. 65.00	SFr. 64.00	SFr. 119.00	SFr. 119.00
48'001 à 60'000	SFr. 65.00	SFr. 108.00	SFr. 163.00	SFr. 163.00
60'001 à 72'000	SFr. 65.00	SFr. 142.00	SFr. 197.00	SFr. 197.00
72'001 à 84'000	SFr. 65.00	SFr. 176.00	SFr. 231.00	SFr. 231.00
84'001 à 96'000	SFr. 65.00	SFr. 252.00	SFr. 307.00	SFr. 307.00
96'001 à 108'000	SFr. 65.00	SFr. 348.00	SFr. 403.00	SFr. 403.00
108'001 à 120'000	SFr. 65.00	SFr. 506.00	SFr. 561.00	SFr. 561.00
120'001 à 135'000	SFr. 65.00	SFr. 674.00	SFr. 729.00	SFr. 729.00
135'001 à 150'000	SFr. 65.00	SFr. 912.00	SFr. 967.00	SFr. 967.00
plus de 150'001	SFr. 65.00	SFr. 1'170.00	SFr. 1'225.00	SFr. 1'225.00

Contributions des mandataires

- Contributions des Conseillères et Conseillers aux États, nationales et nationaux – sont encaissées selon un barème tenant compte du revenu et discuté entre eux.
- Contributions des Conseillères et Conseillers d'État - somme forfaitaire de Fr. 27'000.- /an (env. 12% du revenu annuel).
- Contributions des membres du Grand Conseil - le groupe s'engage à verser au minimum Fr. 150'000. -- par année au PSV. Les contributions sont encaissées par le caissier du groupe selon un barème tenant compte du revenu des député-e-s et discuté entre eux.
- Les salaires du secrétaire du groupe et de la caissière sont facturés à part selon la grille salariale du secrétariat du PSV.
- Contribution des Municipales, Municipaux, Syndiques et Syndics - 2% du revenu net lié à la fonction, déduction faite de Fr. 10'000.- par enfant à charge.
- Contribution des Conseillères communales et des Conseillers communaux - l'équivalent d'un jeton de présence par an et par conseiller-ère.
- Contribution volontaire des Juges et Préfet-e-s - la contribution conseillée correspond à 5% des indemnités reçues liées à la fonction.

18. Rapport de la fiduciaire



Parti socialiste vaudois
A l'att. du Comité Directeur
Place Chauderon 5
1003 Lausanne

Lausanne, le 22 septembre 2019
1065 – HUJ/SPA

Mandat de revue des comptes de l'exercice 2019

Madame, Monsieur,

En préambule, nous constatons que l'association du Parti socialiste vaudois au vu de son bilan, n'est pas soumise au contrôle ordinaire des comptes au sens des articles 69b al. 1 du CC et 727 du CO. L'association est également dispensée du contrôle restreint des comptes au sens de l'article 727a du CO, aucun associé n'ayant requis un tel contrôle.

En conséquence, le présent contrôle des comptes est un contrôle librement consenti par l'Association et nous nous permettons de rappeler que la responsabilité de l'établissement des comptes incombe au Comité Directeur.

Dès lors et conformément au mandat qui nous a été confié, nous n'avons pas effectué un audit des états financiers mais une revue de la comptabilité et une assistance au bouclage arrêtée au 31 décembre 2019.

Nous avons relevé divers points et vous spécifions ci-dessous les plus importants, à savoir :

- Ajustement de la valeur des immobilisations corporelles ; ces actifs sont dès lors totalement amortis
- Ajustement des actifs transitoires avec réconciliation des soldes ouverts (provisions pour cotisations, contributions et diverses prestations à recevoir)
- Ajustement des passifs transitoires avec réconciliation des soldes ouverts, dont les comptes liés aux charges sociales
- Dissolution de la provision pour élections de CHF 260'927.89
- Maintien de la provision pour pertes sur créances à CHF 16'000.00, cette provision correspond aux cotisations estimées non encore encaissées à ce jour

SmartFidu SA
Av. de Rumine 11
CH-1005 Lausanne
T +41 21 613 80 20
www.smartfidu.ch

Entreprise certifiée EXPERTSuisse



Tous ces éléments ayant été ajustés, nous pouvons que recommander l'approbation des comptes arrêtés au 31 décembre 2019, présentant un déficit de l'exercice de CHF 56'632.50 et un total au bilan de CHF 623'021.60.

Nous nous tenons naturellement à disposition du Comité Directeur et des vérificateurs de comptes pour tout complément d'information.

Nous vous présentons, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

SmartFidu SA



Julien Hungerbühler



Antonella Spadotto

19. Rapport des vérificatrices et vérificateurs de comptes

Parti socialiste vaudois
Finances



Lausanne, le 25 septembre 2020

Vérification des comptes 2019

Chères et chers camarades,

Martine Ruchet et Denis Aguet se sont rendus au secrétariat du PSV en date du vendredi 25 septembre 2020 et ont procédé à divers pointages de factures et de relevés des comptes postaux ainsi qu'à la vérification des soldes des divers comptes postaux.

Joëlle Cosendey, Secrétaire administrative et caissière du PSV, n'ayant pas pu être présente pour cause de mise en isolement, a mis à disposition des vérificatrices-teurs les documents nécessaires à l'exécution de leur mandat de vérification des comptes.

Andrea Münger, co-secrétaire général du PSV, a répondu à toutes nos questions en y apportant les précisions nécessaires.

Nous relevons que la fiduciaire Smartfidu a été mandatée pour le contrôle des comptes 2019.

2019 étant une année d'élection, deux comptes ont été ouverts à cet effet pour les dons et fermé au 31 décembre 2019. Suite aux frais des campagnes fédérales (Conseil national et Conseil des Etats) et cantonales (Conseil d'Etat), d'un montant de CHF 502'276.91, une provision pour élections de CHF 260'927.89 a été dissoute.

Nous avons vérifié les soldes suivants au 31.12.2019

CCP 10-1844-6 Caisse cantonale	CHF 310'128.46
CCP 15-15722-1 E-compte d'épargne	CHF 151'366.24

Le solde en caisse se montait au 31.12.2019 à	CHF 492.85
La perte de l'année 2019 se monte à	CHF 56'632.50

Dans le cadre du mandat qui nous a été confié, nous proposons à l'assemblée :

1. D'approuver les comptes de l'exercice 2019 tels que présentés.
2. De remercier la caissière pour son excellent travail et le comité pour sa bonne gestion
3. De décharger la caissière et le comité de leur responsabilité concernant l'exercice 2019
4. D'approuver le présent rapport de vérification des comptes 2019

Martine Ruchet

Denis Aguet

Parti socialiste vaudois, 2020.

Rapport mis en page par le secrétariat du PSV.

Olga BARANOVA, Joëlle COSENDEY, Chiara STORARI, Chloé BESSE, Andrea MÜNGER